

fonction publique

CGFP
Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

numéro 238

mars/avril 2015

47^e année

paraît 6 fois par an

Halte au double langage!

Le double langage n'est pas nouveau, il a toujours existé depuis qu'il y a des hommes politiques. À notre époque, c'est devenu monnaie courante, le roman de George Orwell 1984 a bien mis en évidence la rhétorique du politicien consommé, ses facettes multicolores: il évite de mentir ouvertement, ce serait mortel mais il ne dit pas toute la vérité, il répond à côté de la plaque et il utilise des euphémismes percutants pour impressionner le commun des mortels et lui en faire voir des vertes et des pas mûres.

Comme mise en scène, on chante d'abord les louanges de la Fonction publique surtout à l'époque des Présidences de l'UE. Sur ce dernier point on a bien raison. Après on regarde les serviteurs de l'État d'un œil narquois, critique et distant et on ne bouge pas le petit doigt pour les défendre quand des coryphées attirés du privé leur tirent dessus à boulets rouges. Fier comme Artaban on essaie de leur faire comprendre qu'ils ont été choyés par un accord salarial qui date déjà de cinq ans, toujours pas voté, 0,9% de prime unique et 2,2% d'augmentation de la valeur du point indiciaire. Le précédent accord remontait à 2007 et était en vigueur jusqu'en 2009. Le dernier, s'il est voté, vaudra jusqu'en 2019 puisque le programme gouvernemental ne prévoit «aucune nouvelle augmentation du niveau du point indiciaire». Une augmentation phénoménale donc pour une période de dix ans, le tout accompagné d'une réforme du statut tellement gargantuesque que ses auteurs continuent à être surpris par ses implications imprévues, ses conséquences indéchiffrables, ses applications douteuses, ses déficiences inavouables et ses cas de rigueur en chaîne alors que la CGFP n'a pas cessé de mettre en garde de ne pas ouvrir la boîte de Pandore, grande ouverte à présent.

C'est alors que se déroule l'art de l'actuel pouvoir de donner le

change à l'opinion publique déjà suffisamment échaudée par la boulimie réformatrice du gouvernement. On laisse traîner le vote au parlement des accords conclus, sous une pluie d'oppositions formelles du Conseil d'État, lui non plus pressé d'aller de l'avant.

Les carrières sectorielles s'émeuvent, les unes parce que laissées pour compte complètement ou chichement expédiées par la réforme, les autres reclassées mais tenues en attente par la lenteur législative.

Pendant ce temps s'expose d'une façon édifiante le double langage des gouvernants. D'un côté, ils ne cessent de répéter qu'ils respectent à la lettre les accords conclus par leurs prédécesseurs, en partie eux-mêmes, de l'autre ils ne se gênent pas d'imposer de nouveaux sacrifices à ceux auxquels ils viennent de donner de si belles assurances et de faire de si impressionnantes promesses. Les victimes sont choisies, semble-t-il, en vertu de leur degré d'impopularité présumée parmi une certaine opinion publique toujours prête à crier haro sur le baudet, même si les agents en question gèrent des postes clés pour assurer la Sécurité publique où l'Éducation de la population, plus diverse que jamais. Le spectacle en question, effarant en lui-même, se déroule en période d'élections sociales dans un climat troublé à la suite d'agitations intempestives aux dépens des défenseurs authentiques de la Fonction publique, la CGFP et ses organisations sectorielles. C'est le triomphe du double langage et de la mise en scène publique pour un show sans lendemain qui chante. On ne peut s'empêcher de se rappeler le dicton: «Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir». Le plaisir sera de courte durée, et tout cela se déroule sur le dos des fonctionnaires et employés publics.

Chambre professionnelle Elections 2015



Votez:



- Liste

3

**L'unique force syndicale
de la Fonction publique**

Plus que jamais il s'agit de resserrer les rangs et de manifester la volonté ferme de défendre corps et âme la Fonction publique en tant que telle, qui, à l'instar de la CGFP, fait bloc en poursuivant un seul but: assurer la bonne qualité des services publics et le bon fonctionnement de l'État. Au fond ce sont les fonctionnaires et employés publics qui représentent l'État et garantissent la continuité, contrairement au pouvoir politique parfois très éphémère. La CGFP a toujours parlé d'une seule voix, celle de tous les agents de l'État dévoués quel que soit leur ressort. La force de notre syndicat depuis toujours a été de refuser tout sectarisme extrêmement dangereux quand il s'agit de se défendre contre

ses détracteurs les plus acharnés. Notre force est l'union dans la diversité.

À l'aube des élections sociales il s'agit de prendre conscience des enjeux, de soutenir et de renforcer cette union, seule capable de relever les défis actuels, à l'égard aussi bien du patronat enfoui dans une crise de narcissisme prolongée que des politiciens maîtres en double langage. Tout le monde doit se rendre compte que renforcer la CGFP, c'est promouvoir l'union dans la diversité, constituer un front commun et assurer la défense efficace des intérêts moraux et matériels de toute la Fonction publique.

Emile HAAG et Claude HEISER

**fonction
publique**

Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique **CGFP**

Éditeur: CGFP
488, route de Longwy,
L-1940 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27-1 - Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu
Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30
La reproduction d'articles, même
par extraits, n'est autorisée qu'en
cas d'indication de la source.
Les articles signés ne reflètent pas
nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141



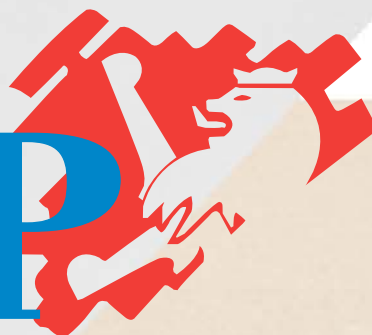
Berufskammerwahlen **2015**

**Die CGFP kämpft für unsere
legitimen Interessen und Rechte
gegen**

- den Abbau oder die Zerschlagung sozialer Errungenschaften
- Sonderopfer zu Lasten des öffentlichen Dienstes
- die Zerschlagung des öffentlichen Dienstrechts durch ein kollektivistisches Einheitsstatut
- gewerkschaftliche Spaltmanöver und Zersplitterung der Gewerkschaftsfront
- den politischen und ideologischen Syndikalismus
- die Aushöhlung der statutarischen Beamtendienstordnung
- amtliche Willkür und Selbstherrlichkeit im Laufbahnwesen
- die Privatisierung öffentlicher Dienste und Dienstleistungen

Wählen Sie

Liste 3 CGFP



eine starke Kraft

Berufskammerwahlen

2015

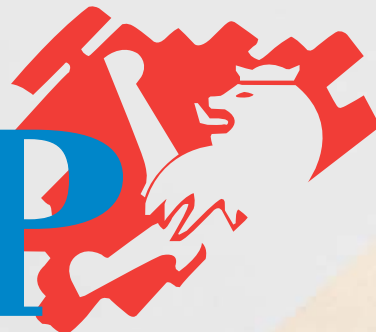


**Die CGFP kämpft für unsere
legitimen Interessen und Rechte
für**

- sozialen Fortschritt und berufliche Besserstellung
- die Absicherung hart erkämpfter Rechte
- eine unabhängige, geeinte und solidarische öffentliche Funktion
- eine kohärente, sachliche und transparente Personalpolitik
- wohlverstandene und ausgewogene nationale Solidarität
- die Fortsetzung kontinuierlicher und dynamischer Einkommenspolitik
- den Erhalt des bewährten Indexmechanismus
- die Schaffung einer angemessenen Zusatzpensionsordnung im öffentlichen Dienst
- eine sozial gerechte Steuerreform

Wählen Sie

CGFP



Liste 3

Der Allgemeine Staatsbeamtenverband



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

La CGFP, rempart et fer de lance de la Fonction publique

Dans le monde politique, à l'approche d'élections, les partis se réveillent et se rappellent qu'ils ont des électeurs auxquels ils promettent monts et merveilles pour capturer leur vote quitte à les oublier de nouveau pour les cinq ans à venir en attendant de nouvelles échéances électorales. Tel n'est pas le cas dans l'univers syndical et encore moins dans celui de la Fonction publique prise à partie sans relâche par le patronat, les partis politiques soucieux de défendre leurs plates-bandes plus ou moins idéologiques et enfin par d'aucuns, dérangés par la tentation de s'aventurer en dehors de leur chasse gardée ou poussés par le démon du sectarisme au détriment de l'intérêt général. La CGFP, syndicat authentique de la Fonction publique, occupe une position particulière au-dessus de la mêlée politique au service de l'État et de l'ensemble de la population, idéologiquement et politiquement neutre et indépendante de toute influence ou mainmise par des partis politiques.

Regroupant dans son sein plus de soixante organisations sectorielles, petites et grandes, jeunes, moins jeunes et retraités, la CGFP s'est donné des structures syndicales adaptées (bureau exécutif, comité fédéral, conférence des comités) assurant une défense efficace des intérêts communs et permettant en même temps une autonomie réelle des organisations sectorielles pour défendre leurs propres intérêts dans le respect des autres.

À la veille des élections sociales de mars, la CGFP n'a pas besoin de faire miroiter devant ses adhérents et ses sympathisants les délices d'un pays de Cocagne, mais n'a qu'à rappeler son engagement passé dans toutes ses dimensions et de mettre en garde contre les dangers et les défis à venir qui plus que jamais exigent de resserrer les rangs et de ne pas céder à la tentation de faire bande à part voire même de faire dissidence ou de déclencher des luttes fratricides en fin de compte suicidaires.

Au lendemain des élections parlementaires de 2009, le parti politique qui avait fait campagne sur le thème de dompter pour ainsi dire la CGFP, prit la responsabilité du Ministère de la Fonction publique en lançant un vaste programme de réforme du statut visant à réaliser cet objectif alors qu'en même temps une révision des traitements devenait inéluctable. Ces défis simultanés étaient de taille et mettaient à l'épreuve la responsabilité syndicale de la CGFP, sa détermination à se battre, son réalisme stratégique et son endurance indéfectible pour éviter le pire et arriver à un compromis qui tienne la route.

Commencèrent alors des négociations longues et ardues semées d'embûches plus d'une fois au bord de l'échec, alors que se déclenchèrent des attaques démagogiques d'apprentis sorciers dénués de tout sens de responsabilité et de réalisme. Au fil des mois, les interlocuteurs gouvernementaux mirent de l'eau dans leur vin et finirent

par comprendre qu'un échec ultime scellerait leur propre perte. Des difficiles face-à-face sortit un compromis qui ne donnait entière satisfaction à personne et était encore truffé de malentendus à redresser. Cependant, des deux côtés, on avait sauvé les meubles mais en laissant encore tout un champ de cas de rigueur à éliminer. L'alternative aurait été la débâcle. L'impact de la crise économique toujours présente fut tel que la CGFP accepta de renvoyer à deux ans plus tard la réalisation des accords conclus. Le changement de gouvernement et la pluie d'oppositions formelles de la part du Conseil d'État causèrent encore des délais supplémentaires.

Cependant, malgré leur promesse de respecter les accords, les nouveaux dirigeants n'hésitèrent pas à augmenter le poids à supporter par la Fonction publique et ses différents secteurs en leur imposant des sacrifices à part à l'encontre de leur engagement donné au lendemain de leur arrivée au pouvoir. Au niveau de l'enseignement, entre autres, ce double langage est particulièrement choquant et inadmissible alors qu'en même temps d'autres partenaires sociaux requèrent l'assurance qu'ils ne seraient pas grevés jusqu'à la fin du mandat gouvernemental y inclus la réforme fiscale.

La Fonction publique n'est pas une vache à lait. Qu'on vote sans plus de délai la réforme du statut et en même temps l'accord salarial en attente depuis plus de quatre ans! Qu'on évacue



ensuite les cas de rigueur laissés par les accords criblés de déficiences parce que trop vastes et opaques dans leur envergure. La CGFP n'a jamais demandé cette réforme mais l'ancien gouvernement l'a imposée. Il y va maintenant de la crédibilité de l'actuelle équipe au pouvoir déjà sérieusement égratignée.

«Pacta sunt servanda» ne vaut pas seulement pour les gouvernants d'hier mais autant pour ceux d'aujourd'hui. Notre patience a ses limites; elles sont atteintes. Nous n'avons pas l'intention de nous laisser abreuver par de belles paroles et des promesses creuses, nous voulons des actes. Nous emboîtons le pas aux anciens Romains: «Hic Rhodus hic salta!»

Emile Haag

Berufskammerwahlen 2015

CGFP und FGFC zeigen sich solidarisch

Im Vorfeld der Berufskammerwahlen trafen sich am Mittwoch, dem 4. März 2015, die Führungsspitzen von CGFP und FGFC, der Gewerkschaft des Gemeindepersonals, zu Gesprächen über die zukünftigen Herausforderungen im öffentlichen Dienst.

Die beiden parteipolitisch neutralen Berufsorganisationen sind bekanntlich durch einen Kooperationsvertrag aus dem Jahre 2000 eng miteinander verbunden und diese Zusammenarbeit wolle man auch in Zukunft weiter ausbauen. Besonders angesichts der aktuellen Sparprogramme der Regierung, müsse man solidarisch auftreten, um weitere Sonderopfer zu Lasten der Beschäftigten bei Staat und Gemeinden zu vermeiden.

Es könne nicht angehen, dass die Regierung die Sparschraube im öffentlichen Dienst weiter anziehe, während die Umsetzung des Gehälterabkommens und der Reform noch immer auf sich warten ließen. Durch die politische Neutralität beider Gewerkschaften könne man den nötigen Druck aufbauen, um sich gegen diesen Spartrend zu wehren.

Thema bei dem Meinungsaustausch der beiden Berufsorganisationen waren auch die jüngsten Ereignisse in der Stadt Esch/Alzette, wo die Beamtendelegation sich, aus bekannten Gründen, genötigt sah,



geschlossen zurückzutreten. Die CGFP bedauerte diesen Vorfall und sprach den Vertretern der FGFC ihre vollste Solidarität aus. Abschließend riefen die Exekutiven von CGFP und

FGFC die Bediensteten bei Staat und Gemeinden dazu auf, bei den Sozialwahlen, die vom 20. bis 30. März stattfinden, nützlich zu wählen und beide Berufsorganisationen weiter zu

stärken. Nur wenn alle Beteiligten an einem Strang zögen, könne man die Interessen aller im öffentlichen und kommunalen Dienst Beschäftigten erfolgreich verteidigen.

p.r.

CGFP-Newsletter



Immer topaktuell unter
www.cgfp.lu

Im Vorfeld der Berufskammerwahlen 2015

Wahlrecht voll und ganz nutzen!

Die vom 20. bis 30. März 2015 im öffentlichen Dienst stattfindenden Berufskammerwahlen waren ein zentrales Thema im jüngsten CGFP-Nationalvorstand, der am Freitag, dem 27. Februar, am CGFP-Gewerkschaftssitz in Luxemburg-Merl tagte. Die alle fünf Jahre in der öffentlichen Funktion durchgeführten Sozialwahlen sind für die CGFP insofern von absoluter Bedeutung, als es dabei in erster Linie um deren nationale Repräsentativität geht.

Mit Genugtuung nahm der CGFP-Nationalvorstand die Tatsache zur Kenntnis, dass in vier der insgesamt sieben Kategorien, in denen die CGFP mit einer vollständigen Kandidatenliste antritt, keine Gegenliste eingereicht wurde. Die insgesamt 16 CGFP-Kandidaten in den Bereichen Klerus, untere, mittlere und höhere Laufbahn (Kategorie A1) gelten somit bereits als gewählt.

Die CGFP sieht darin allerdings keinen Grund, sich nun zufrieden zurückzulehnen, sondern will sich ganz im Gegenteil auch in der Zukunft voll und ganz für die Belange aller öffentlichen Bediensteten starkmachen. Aus dem CGFP-Nationalvorstand erging dann auch ein eindringlicher Appell an alle im öffentlichen Dienst Beschäftigten, ihr Wahlrecht voll auszuschöpfen und die CGFP-Listen bei den bevorstehenden Wahlen massiv zu unterstützen. Denn nur aufgrund ihrer nationalen Repräsentativität sei es der CGFP möglich, als respektierter und ernstzunehmender Sozialpartner vor die Regierung zu treten und sich erfolgreich für die öffentlichen Bediensteten einzusetzen.

Sonderopfer zu Lasten der öffentlichen Funktion wolle man jedenfalls keine mehr hinnehmen, hieß es mit Blick auf das von der Regierung beschlossene Sparpaket. Es könne nicht angehen, dass öffentlich Bedienstete, ungeachtet ihrer Berufsgruppe, gleich mehrfach zur Kasse gebeten würden. So beinhalte das im Dezember 2014 vom Parlament verabschiedete Zukunftspaket ohnehin allgemein gültige Maßnahmen, die insbesondere alle natürlichen Personen in vollem Umfang treffen, wie z.B. die Mehrwertsteuererhöhung oder die neue, zeitweilige 0,5%-Steuer auf allen Einkommen. Darüber hinaus gehörten des Weiteren spezifische, alle im öffentlichen Dienst Beschäftigten betreffende Verschlechterungen, sogenannte Sonderopfer also, dazu. Diese einseitig getroffenen Entscheidungen seien kurzerhand, ohne vorherige Verhandlungen, von der jetzigen Regierung umgesetzt worden, bedauert die CGFP.

In Anbetracht dieses Vorgehensweise lehnt die CGFP weitere Sonderopfer zu Lasten der öffentlichen Bediensteten mit aller Entschlossenheit ab – und das unabhängig davon, welcher Bereich des öffentlichen Dienstes im Besonderen betroffen wäre.

Mit Nachdruck erneuerte der CGFP-Nationalvorstand seine Forderung nach einer unverzüglichen Umsetzung der Reformvorhaben im öffentlichen Dienst. Der Ball liege eindeutig beim Staatsrat, der auch in seinem jüngsten Gutachten weitere formelle Einwände formuliert habe. Sowohl die CGFP als

auch der Beamtenminister drängten auf eine rasche Umsetzung. Die rund sechs Monate, die zwischen der Veröffentlichung der Gesetzestexte zur Reform im Memorial und deren Anwendung im öffentlichen Dienst lägen, sollten laut CGFP genutzt werden, um bestehende oder noch auftretende Härtefälle schnellstmöglich zu beseitigen. Da heute bereits absehbar sei, dass die praktische Anwendung der Texte kaum mühelos erfolgen werde, richtet die CGFP einmal mehr einen eindringlichen Appell an die Regierung, die bei der Umsetzung gegebenenfalls auftretenden Probleme gemeinsam mit der CGFP sowie in den spezifischen Bereichen mit dem jeweiligen CGFP-Fachverband zu lösen. Erinnert wurde daran, dass das parallel zum Reformvorhaben zu votierende Besoldungsabkommen mit u.a. einer Anpassung des Punktwertes um 2,2 Prozent rückwirkend zum 1. Januar 2015 in Kraft trete.

Hinsichtlich der für 2017 angekündigten grundlegenden Steuerreform seien die vorbereitenden Arbeiten auf Ebene des Wirtschafts- und Sozialrates (CES) in vollem Gange. Ihrem Auftrag entsprechend, werde die CGFP sich nicht nur wirksam in die Arbeiten einbringen, sondern sich vor allen Dingen für eine ausgeglichene und sozial gerechte Steuerreform starkmachen.

Auf Ebene des „Comité permanent du travail et de l'emploi“ habe die CGFP indes ihre Vorstellungen zur Reform des Elternurlaubs vorgelegt. Wenn ein Elternteil sich aufgrund der neuen Regelung für eine Elternzeit von vier anstatt sechs Monaten ent-

scheide, pocht die CGFP darauf, dass die Entschädigung in vollem Umfang ausgezahlt werde – und das ungeachtet des Monatsgehaltes. Nur auf diese Weise könne die eigentliche Zielsetzung, nämlich einer größeren Anzahl an Eltern den Zugang zum Elternurlaub zu ermöglichen, erreicht werden, ganz im Sinne einer familienpolitischen Maßnahme.

Schließlich sprach sich der CGFP-Nationalvorstand für eine nachhaltige Integration und eine Beteiligung von Nicht-Luxemburgern an politischen Entscheidungen aus. In der eigentlichen Zielsetzung bestehe demnach Übereinstimmung mit den Vorhaben der Regierung. Unterschiede gebe es lediglich in der Frage, wie dieses Ziel erreicht werden könne. Die CGFP jedenfalls trete weiterhin ein für eine Koppelung des Wahlrechts für Nicht-Luxemburger an den Erwerb der Luxemburger Nationalität – und sei es über den Weg der doppelten Staatsbürgerschaft. Die CGFP sei keinesfalls gegen das Wahlrecht für Nicht-Luxemburger. Es gehe einzig und allein darum, dass diejenigen, die sich derart mit ihrer Wahlheimat verbunden fühlten und aktiv am politischen Geschehen teilnehmen wollten, auch dazu bereit seien, sich über den Weg der doppelten Staatsbürgerschaft für die luxemburgische Nationalität zu entscheiden, ohne dafür ihre ursprüngliche Staatsbürgerschaft aufgeben zu müssen. Luxemburg sei eines der ersten EU-Länder, die diesen Vorgang erst möglich gemacht hätten, und nehme damit sicherlich eine Vorreiterrolle in Europa wahr. **s.h.**



CGFP-Website
www.cgfp.lu

Immer
topaktuell
unter
www.cgfp.lu

StandPunkte

Diesen Satz will ich allen Wählerinnen und Wählern, die dazu aufgerufen sind, sich an der Wahl zur „Chambre professionnelle des fonctionnaires et employés publics“ zu beteiligen, weitergeben und nicht nur an diese, sondern an alle Bürger, denn es ist unabhörmlich, gut informiert zu sein, um sich seine eigene Meinung zu bilden und dann die richtige Wahl zu treffen. Die CGFP versucht über die heute zur Verfügung stehenden Medien, ihre Mitglieder, alle Staatsbediensteten und darüber hinaus alle Bürgerinnen und Bürger bestens zu informieren. Dies geschieht über den herkömmlichen Weg unserer Zeitung, der „fonction publique“, unseres „compact“, unserer Internetseite – hier werden sie über unsere „Newsletter“, aber auch mit „Videonews“ und „Audionews“ bestens auf dem Laufenden gehalten. Regelmäßig werden auch Informationen und Hinweise über „Facebook“ verbreitet. Eine Vielfalt von Möglichkeiten also, sich zu informieren und die Standpunkte der CGFP zu Gewerkschaftsangelegenheiten und Fragen der allgemeinen Landespolitik in Erfahrung zu bringen. An dieser Stelle sei unserer Abteilung „Relations publiques“ unter Leitung von Steve Heiliger und seinen Mitarbeitern Paule Rodesch und Carlo Wies, wie auch allen anderen engagierten Personen, die mit ihren Beiträgen zum Gelingen einer Top-Information beitragen, herzlichst gedankt.

Die CGFP und unsere Mitgliedsorganisationen haben im Lauf der letzten Jahrzehnte immer wieder bewiesen, dass wir kein einfacher „NEINSAGER-Verein“ sind. Wir haben immer gezeigt, dass wir uns den Herausforderungen und Problemen stellen und im Sinne unserer Mitglieder das Bestmögliche verhandeln. Bei diesen Verhandlungen und Interventionen standen immer die Politik in ihrer Gesamtheit und das Wohl des Landes im Blickpunkt. Wir waren uns stets bewusst, dass das Wohl unseres Landes und somit aller Bürgerinnen und Bürger mit unseren Interessen vereinbar sein musste. Genau wie in der Vergangenheit werden wir auch in Zukunft keinen Spaltplatz in unsere Gesellschaft treiben, um diese in öffentlichen Dienst und Privatsektor aufzuteilen. Beide Seiten haben ihre Stärken und Schwächen. Die Art und Weise, wie der Privatsektor gelegentlich den Staatsbediensteten begegnet und meint, der Profit auf Kosten der Schwächeren wäre alles, ist einfach verwerflich.

Die CGFP hat seit ihrer Gründung immer wieder bewiesen, dass sie neutral, einig, solidarisch, unabhängig und progressiv ist. Dies macht auch den unverkennbaren Erfolg ihrer Sozialpolitik, ihres Einsatzes und der erzielten Resultate aus. Die CGFP lässt sich nicht vor einen politischen Karren spannen und „kann“ mit jeder Partei! Ja, kann mit jeder Partei verhandeln, streiten, Kompromisse erzielen – und dies auf Augenhöhe, ohne Präferenzen, einzig und allein ihren Mitgliedern gegenüber verantwortlich. All dies und noch viel mehr sollten unsere Mitglieder und alle Staatsbediensteten wissen, wenn sie jetzt zur Wahl schreiten, einzig und allein gilt es, die

CGFP-Liste 3

zu wählen.

Mein Aufruf, zur Wahl zu schreiten und allein Liste 3 CGFP zu wählen, geht an alle Wahlberechtigten des gesamten öffentlichen Dienstes. Es gilt, das Wahlrecht voll und ganz auszunutzen. „Gefälligkeitsstimmen“ auf anderen Listen sind nicht angebracht, wollen wir doch die Stärke der CGFP weiter ausbauen und damit ihre Verhandlungsposition stärken. Dieser Aufruf soll auch so verstanden werden, dass unsere Mitglieder in ihrem Freundes- und Bekanntenkreis mit der Aufforderung, nur die CGFP-Liste 3 zu wählen, für die Wahl werben. Es darf keine Stimme verlorengehen!

„The ignorance of one voter in a democracy impairs the security of all“

John F. Kennedy



Camille M. Weydert, CGFP-Vizepräsident

Die „Chambre professionnelle des fonctionnaires et employés publics“, die vergangenes Jahr ihren 50. Geburtstag feierte, wurde 1964 auf Drängen der Gewerkschaftsbewegung des öffentlichen Dienstes ins Leben gerufen. Es handelt sich um eine wichtige Institution, die Gutachten zu Gesetzestexten, Beschlüssen usw. abgibt und auch das Recht zur Gesetzesinitiative hat. Die Gutachten unserer Berufskammer sind geschätzt, wenn sie auch nicht immer den gewünschten Niederschlag in den Gesetzestexten finden.

In der Zusammensetzung der Berufskammer hält die CGFP heute 22 von 22 möglichen Sitzen. Dies sollte auch in Zukunft so bleiben, obwohl die Bedingungen sich leicht verändert haben. Dies in der „Catégorie supérieure“, die in der heutigen Zusammensetzung drei Sitze hält. Diese drei Sitze wurden jetzt jedoch aufgeteilt, d.h. in zwei Sitze für die „carrière supérieur enseignement“ und in einen Sitz für die „carrière supérieur administration“. Die Sitze der anderen Gruppierungen bleiben bei ihrem jetzigen Status.

Seit Bekanntgabe der hinterlegten Listen steht fest, dass nur in drei verschiedenen Gruppierungen zur Wahl geschritten werden muss, und zwar in Gruppe A („carrière supérieure/enseignement“), in Gruppe D („enseignement fondamental“) und in Gruppe G („employés de l’Etat“). Aufgrund der Tatsache, dass in den Kategorien A1, B, C und F keine Gegenlisten aufgestellt wurden, sind der CGFP jetzt bereits 16 Mandate sicher. Eine einmalige Situation, die beweist, dass die CGFP, unter Führung ihres Generalsekretärs Romain Wolff, eine noch nie dagewesene Stärke erreicht hat, die es nicht nur zu halten, sondern zu erweitern gilt. Dieser Erfolg ruft bei den einen Hochachtung, bei den anderen Neid hervor.

Wir sollten auf diesem Weg fortfahren und unsere Geschlossenheit unter Staatsbediensteten unter Beweis stellen, indem wir keine Stimme verlorengehen lassen und nur Liste 3 wählen. Denn nur Liste 3 ist Garant dafür, dass wir auch in Zukunft eine geeinte Gewerkschaft und somit eine starke Stimme in der Gesellschaft haben. Ich möchte mit dem eingangs erwähnten Zitat von John F. Kennedy schließen: Die Unkenntnis der Wähler in einer Demokratie beeinträchtigt die Sicherheit aller. Seid keine Ignoranten, informiert Euch und Ihr werdet mit Sicherheit nicht auf Populismus und Demagogie hereinkommen!



Die Berufskammerwahlen auch als Audio news

Unsere Audio news finden Sie auf unserer Webseite unter:
www.cgfp.lu/audionews.html



Sie besitzen ein Smartphone oder ein Tablet? – Dann hören Sie doch einfach mal rein.





Jahre CGFP

- Wir haben den Fortschritt gewährleistet und Ihren sozialen Besitzstand mit allen Mitteln verteidigt.
- Wir haben durch ununterbrochenen Einsatz bedeutende Aufbauarbeit geleistet, Strukturen und Dienstleistungen geschaffen, die sich zeigen lassen.
- Wir haben damit der öffentlichen Funktion und ihrer Berufsbewegung zu Ansehen und Respekt verholfen.
- Mit der öffentlichen Funktion muss gerechnet werden.
- Die CGFP ist heute ein ebenbürtiger Partner auf der sozialen Ebene. An ihr kommt niemand mehr vorbei.
- Wollen Sie weiterhin eine unabhängige, geeinte und solidarische öffentliche Funktion, sowohl im Dienste all ihrer Mitglieder als auch der nationalen Gemeinschaft, dann nur



Der Allgemeine Staatsbeamtenverband

Elections sociales 2015

du 20 au 30 mars

Votez FÉDUSE/Enseignement-CGFP

Catégorie A

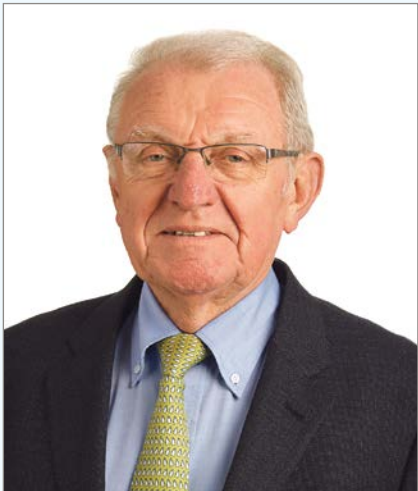
Liste 3



GUIRSCH Mona Professeur à l'Athénée de Luxembourg Secrétaire Générale et Trésorière de la FÉDUSE/Enseignement-CGFP		
HAAG Emile Professeur Directeur honoraire de l'Athénée de Luxembourg Président de la CGFP Président de la FÉDUSE/CGFP Président de la Chambre des Fonctionnaires Membre du Comité de la FÉDUSE/Enseignement-CGFP		
HEISER Claude Dr. phil. Professeur Directeur adjoint de l'Athénée de Luxembourg Premier Vice-Président de la CGFP Membre de la Chambre des Fonctionnaires Membre du Comité de la FÉDUSE/Enseignement-CGFP		
WEYRICH Camille Professeur de langues au Lycée technique pour Professions de santé Président de la FÉDUSE/Enseignement-CGFP Délégué à la Formation des Adultes Délégué au Comité à la Formation professionnelle		



Mona GUIRSCH ép. HEYART
Professeur à l'Athénée de Luxembourg, Secrétaire Générale et Trésorière de la FÉDUSE/Enseignement-CGFP



Emile HAAG
Professeur, Directeur honoraire de l'Athénée de Luxembourg, Président de la CGFP, Président de la FÉDUSE/CGFP, Président de la Chambre des Fonctionnaires, Membre du Comité de la FÉDUSE/Enseignement-CGFP



Claude HEISER
Dr. phil., Professeur, Directeur adjoint de l'Athénée de Luxembourg, Premier Vice-Président de la CGFP, Membre de la Chambre des Fonctionnaires, Membre du Comité de la FÉDUSE/Enseignement-CGFP



Camille WEYRICH
Professeur de langues au Lycée technique pour Professions de santé, Président de la FÉDUSE/Enseignement-CGFP, Délégué à la Formation des Adultes, Délégué au Comité à la Formation professionnelle



CGFP
Liste 3



Liste 3



**CGFP – die einzige gewerkschaftliche Kraft
innerhalb der öffentlichen Funktion**

Elections sociales 2015

du 20 au 30 mars

Votez SNE/CGFP Catégorie D

Liste 3



REMAKEL Patrick Instituteur de l'enseignement fondamental à Hesperange (Cours d'accueil) Président du Comité d'école de Hesperange Membre de la Commission scolaire nationale Membre du Conseil supérieur de l'Education nationale Membre du Comité Fédéral de la CGFP Président du SNE/CGFP		
GLESENER Gilles Instituteur de l'enseignement fondamental à Mamer (Cycles 2 à 4) Membre du Comité d'école de Mamer Membre de la Commission scolaire nationale Membre de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics Membre du Comité Fédéral de la CGFP Secrétaire du SNE/CGFP		
VESQUE Jos Instituteur de l'enseignement préparatoire au Uelzecht Lycée (Classes de l'EST) Membre du Comité Fédéral de la CGFP Conseiller communal Président d'une commission scolaire locale Trésorier du SNE/CGFP		
HILD Yola Institutrice de l'enseignement fondamental à Luxembourg-Ville (Cycle 1) Membre du Comité d'école Aloyse Kayser Luxembourg Membre de la Commission scolaire nationale Membre suppléant de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics Présidente de l'AIP		



Patrick REMAKEL

Instituteur de l'enseignement fondamental à Hesperange (Cours d'accueil), Président du Comité d'école de Hesperange, Membre de la Commission scolaire nationale, Membre du Conseil supérieur de l'Education nationale, Membre du Comité Fédéral de la CGFP, Président du SNE/CGFP



Gilles GLESENER

Instituteur de l'enseignement fondamental à Mamer (Cycles 2 à 4), Membre du Comité d'école de Mamer, Membre de la Commission scolaire nationale, Membre de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, Membre du Comité Fédéral de la CGFP, Secrétaire du SNE/CGFP



Jos VESQUE

Instituteur de l'enseignement préparatoire au Uelzecht Lycée (Classes de l'EST), Membre du Comité Fédéral de la CGFP, Conseiller communal, Président d'une commission scolaire locale, Trésorier du SNE/CGFP



Yola HILD

Institutrice de l'enseignement fondamental à Luxembourg-Ville (Cycle 1), Membre du Comité d'école Aloyse Kayser Luxembourg, Membre de la Commission scolaire nationale, Membre suppléant de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, Présidente de l'AIP

Voter SNE/CGFP, c'est promouvoir une fonction publique indépendante, unie et solidaire. Les membres de l'Association des Maîtres d'Enseignement Technique AMET votent également dans la catégorie D et sont invités à soutenir la liste SNE/CGFP.

**C'est par solidarité que vous
voterez CGFP**



**Pour une fonction publique
indépendante, unie
et solidaire**



Liste 3

Nous vous remercions de votre confiance

Elections sociales 2015

du 20 au 30 mars

Votez CGFP – Employés publics Catégorie G

Liste 3



HEILIGER Steve Employé de l'Etat Attaché de Presse CGFP Président de l'Association des Employé(e)s de l'Etat AEE/CGFP Membre du Comité Exécutif de la CGFP et délégué à la Conférence des Comités de la CGFP Membre du comité SOC de la CESI		
JAFFKE Carmen Agent de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat Membre de la Représentation du Personnel de la BCEE Secrétaire Générale de l'Association du Personnel de la BCEE (APBCEE) Membre du Comité Fédéral et déléguée à la Conférence des Comités de la CGFP Présidente du Comité permanent à l'Egalité des Chances de la CGFP Vice-Présidente du comité FEMM et membre du comité SOC de la CESI		
LAKAFF Jacquie Employée de l'Etat en retraite, Ministère des Finances Secrétaire Générale de l'Association des Employé(e)s de l'Etat AEE/CGFP Membre de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics Membre du Comité Fédéral et déléguée à la Conférence des Comités de la CGFP Membre du Comité permanent à l'Egalité des Chances de la CGFP		
MARQUES Marilène Agent de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat Membre de la Représentation du Personnel de la BCEE Vice-Présidente de l'Association du Personnel de la BCEE (APBCEE) Membre du Comité Fédéral et déléguée à la Conférence des Comités de la CGFP Membre du Comité permanent à l'Egalité des Chances de la CGFP		



Steve HEILIGER

Employé de l'Etat, Attaché de Presse CGFP, Président de l'Association des Employé(e)s de l'Etat AEE/CGFP, Membre du Comité Exécutif de la CGFP et délégué à la Conférence des Comités de la CGFP, Membre du comité SOC de la CESI



Carmen JAFFKE

Agent de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Membre de la Représentation du Personnel de la BCEE, Secrétaire Générale de l'APBCEE, Membre du Comité Fédéral et déléguée à la Conférence des Comités de la CGFP, Présidente du Comité permanent à l'Egalité des Chances de la CGFP, Vice-Présidente du comité FEMM et Membre du comité SOC de la CESI



Jacquie LAKAFF

Employée de l'Etat en retraite, Ministère des Finances, Secrétaire Générale de l'Association des Employé(e)s de l'Etat AEE/CGFP, Membre de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, Membre du Comité Fédéral et déléguée à la Conférence des Comités de la CGFP, Membre du Comité permanent à l'Egalité des Chances de la CGFP



Marilène MARQUES

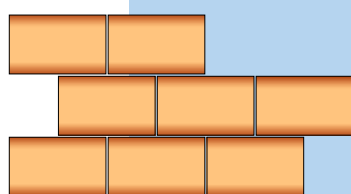
Agent de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Membre de la Représentation du Personnel de la BCEE, Vice-Présidente de l'APBCEE, Membre du Comité Fédéral et déléguée à la Conférence des Comités de la CGFP, Membre du Comité permanent à l'Egalité des Chances de la CGFP



CGFP-Baukredit



Ihr Vorteil



Ein **Direkt**-Abschluss
Ihres Bausparvertrages bei
der Oeuvre CGFP d'Epargne-
Logement, der Fach-Einrichtung
der Berufsorganisation der
öffentlichen Funktion, sichert
Ihnen den landesweit schnellsten
und günstigsten Kredit.

Für unverbindliche, vertrauliche
und kompetente Beratung:

Tel.: 47 36 51

CGFP  **Logement**

Le droit de vote pour étrangers

La discussion sur le droit de vote pour étrangers, devenu l'un des points de mire du référendum à venir, est une conséquence collatérale de l'évolution économique et sociale du pays durant les trente dernières années. En effet, la croissance économique du Luxembourg a dépassé de loin le potentiel de la main-d'œuvre nationale disponible, de sorte que seul le recours à des demandeurs d'emploi étrangers a permis d'en assurer le fonctionnement.

C'est ainsi que l'immigration a commencé et a rapidement pris une ampleur telle qu'aujourd'hui près de 46% des résidents sont des non-Luxembourgeois qui ne suffisent d'ailleurs pas pour occuper les emplois vacants au point que plus de 160.000 frontaliers en nombre croissant sont venus s'ajouter pour faire tourner la machine économique en expansion continue. Tout compte fait 70% de la main-d'œuvre active sont des non-Luxembourgeois. Le Luxembourg représente ainsi une situation unique, à nulle autre pareille parmi les 28 pays membres de l'UE.

Il est remarquable que la présence des étrangers résidents et des frontaliers dans le processus économique se passe sans problème et sans friction xénophobe, non seulement grâce au plurilinguisme et à l'ouverture d'esprit des Luxembourgeois, mais aussi parce que les relations de base entre les deux communautés sont régies par un donnant, donnant. C'est grâce au travail des étrangers que l'économie luxembourgeoise tourne et en échange, souvent menacés de chômage dans leurs pays d'origine, ils sont mieux rémunérés au Luxembourg, qu'ils soient résidents ou frontaliers.

Pour que les étrangers résidents ne deviennent la majorité, le gouvernement, il y a une dizaine d'années, a réagi en introduisant la loi de la double nationalité qui, sous certaines conditions, permet à des étrangers, décidés à rester pour de bon au pays, d'acquérir la nationalité luxembourgeoise tout en gardant la leur d'origine, leur conférant ainsi le droit de vote national. Entre-temps tous les étrangers résidents ont obtenu le droit de vote aux élections européennes et aux élections municipales dont ont profité seulement des minorités très réduites, alors à quoi bon aller encore plus loin? Au niveau national, l'accroissement du nombre des résidents non luxembourgeois a continué, de sorte que l'ancien gouvernement, pour les inciter à obtenir la double nationalité, en a sensiblement allégé les conditions d'accès. Les promoteurs du droit de vote pour étrangers n'ont pas baissé les bras pour autant et, après une campagne active, ont obtenu du nouveau gouvernement qu'il soumette le droit de vote pour étrangers aux électeurs luxembourgeois au référendum de juin.

La campagne pour l'obtention de ce droit a été lancée récemment et les discussions à ce propos prennent de l'ampleur. Ce qui est très positif, c'est que les discussions se déroulent jusqu'à présent dans un climat serein et ouvert, sans aucune animosité voire hostilité des uns contre les autres, ce qui dans les référendums du passé en 1919, 1937 et 2005 n'a pas été le cas.

En effet, comme l'a montré le député Ben Fayot dans son étude, les référendums ont la plupart du temps pour effet négatif de diviser la communauté nationale alors que le resserrement de ses liens d'union est



d'une importance capitale si les enjeux sont très élevés, ce qui est le cas maintenant. Au lieu de recourir d'une façon abusive aux référendums pour résoudre les problèmes cruciaux du pays, les responsables politiques feraient mieux de se concerter pour chercher des compromis acceptables pour la grande majorité plutôt que de se décharger de leur propre responsabilité sur les référendums, souvent pas très clairs dans leurs conséquences pour le commun des mortels.

Retenons pour commencer que l'intégration politique des étrangers candidats à cette mesure est aussi bien l'objectif des uns comme des autres. Les promoteurs du droit de vote sont d'avis qu'il faut leur offrir ce droit en quelque sorte gratuitement, sans contrepartie – si l'on fait abstraction des quelques conditions minimales y rattachées – alors que les autres considèrent que l'accès au droit de vote passe par l'acquisition de la double nationalité, qui donne à leurs récipiendaires tous les droits sans aucune restriction pour en faire des Luxembourgeois à part entière jouissant du droit de vote actif et passif, ce dernier n'étant pas inclus dans le référendum en question. Il va sans dire qu'aux yeux des partisans du vote pour étrangers le vote actif n'est que l'antichambre du vote passif avec la perspective d'avoir un jour comme ministres grand-ducaux des étrangers.

L'argumentaire des adversaires au vote pour étrangers est clair et solide.

Le Luxembourg est un État national et le droit de vote au niveau national est réservé à ses citoyens, comme dans tous les autres États de l'UE. L'argument que le Luxembourg doit donner l'exemple aux autres pour faire bonne figure et réhabiliter son image de marque après les attaques de Luxleaks ne tient pas la route, au contraire. Ni la France, ni le Royaume-Uni, ni l'Allemagne n'ont la moindre intention d'accorder le droit de vote national aux étrangers, la France ne leur accorde même pas à ce jour le droit de vote aux municipales. Un prétendu rôle d'avant-garde luxembourgeois dans cette direction, loin d'être apprécié, provoquerait au contraire leur opposition voire même leur colère. «*Mais ces Luxembourgeois pour qui se prennent-ils?!*» L'image internationale du Luxembourg en pâtirait une fois de plus. Le pays se retrouverait encore plus isolé. L'argument selon lequel un tel droit existe en Nouvelle Zélande et en Uruguay n'est pas probant non plus puisque la population étrangère dans ces pays est marginale et en rien représentative. Un troisième argument, aux couleurs

démocratiques, affirme qu'il est inadmissible en démocratie que la moitié de la population résidente décide, alors que l'autre moitié qui y réside aussi et paye des impôts comme tout le monde n'a pas ce droit de vote. Et que diront les promoteurs de ce sens de la démocratie si on leur présente des arguments pareils en faveur des frontaliers, qui pourraient faire valoir après tout qu'eux, avec les étrangers résidents, 70% de la main-d'œuvre sur place, travaillent également au Luxembourg, y payent des impôts et sont la principale source de sa richesse et de son niveau de vie? En d'autres termes, si l'on pousse le prétendu raisonnement démocratique comme avocat du diable jusqu'à ses dernières conséquences, on aboutit à une situation inattendue où une immense majorité d'étrangers, 70%, pourrait décider par leur vote ce qui va se passer au Luxembourg, où la population de souche et celle nouvellement devenue luxembourgeoise devraient se soumettre dans leur propre pays à un gouvernement dominé par des étrangers. Si l'on remet les pieds sur terre, une telle perspective fantasmagorique disparaîtrait pour faire place à une transition sans accros qui peut se réaliser sans que soit lésé qui que ce soit, avec l'accès à la nationalité luxembourgeoise de tous les non-Luxembourgeois habitués à vivre avec les nationaux de vieille date auxquels ils apportent leurs diversités culturelles et nationales dans la vieille tradition luxembourgeoise d'assimiler tous ceux qui veulent travailler et vivre avec eux en tant que Luxembourgeois d'origines les plus diverses.

Une autre considération et en même temps un avertissement, rappel d'un passé douteux, n'est pas inutile. Le Luxembourg connaît le phénomène de l'immigration depuis la fin du 19^e siècle, aux débuts de l'industrie sidérurgique, quand la main-d'œuvre, surtout italienne, est venue s'engager dans les mines et forges du sud. Chaque fois qu'il y eut crise ou chômage en 1914, en 1929, en 1940, comme une soupape de sécurité ils se sont fait renvoyer chez eux sans merci. Une telle situation intenable ne peut plus se répéter, mais en cas de crise économique très grave entraînant des licenciements massifs, la bonne entente entre Luxembourgeois et étrangers risque d'en faire les frais et, politiquement parlant, risquerait de diviser les habitants entre électeurs luxembourgeois et électeurs étrangers – une situation politiquement explosive aux conséquences sans doute dangereuses pour la survie de l'unité nationale. Ne vaut-il pas mieux réserver le droit de

vote national aux Luxembourgeois et ouvrir plus largement la porte d'accès aux étrangers prêts à s'intégrer et à devenir Luxembourgeois comme ceux qui le sont déjà depuis toujours ou de fraîche date?

En analysant plus en profondeur le droit de vote pour étrangers, la question se pose inévitablement par rapport au vote des Luxembourgeois obligés par la loi à voter, si les étrangers auront le libre choix ou s'ils seront obligés eux aussi à aller voter. Dans ce dernier cas, il serait intéressant de connaître leur vraie motivation. En effet, face au spectacle parfois ahurissant de la scène parlementaire nationale, beaucoup de Luxembourgeois en signe de protestation contre cette «*inanité sonore*» aimeraient eux aussi avoir le choix d'aller ou non aux urnes.

Par ailleurs, le droit de vote pour étrangers sans contrepartie réelle est contraire au principe du donnant, donnant avec des conséquences potentiellement néfastes. En effet, si les étrangers reçoivent «*gratuitement*» le droit de vote une fois pour toutes, quelles motivations auraient-ils par la suite à devenir Luxembourgeois et à s'intégrer pour de bon dans la société luxembourgeoise, l'objectif hautement proclamé par les partisans de ce vote? Au contraire, ils peuvent rester étrangers ayant les mêmes droits que les Luxembourgeois et vu la croissance démographique toujours très forte, résultat de l'immigration, la partie luxembourgeoise de la population se retrouvera de plus en plus réduite comme une peau de chagrin au rôle de minorité électorale de moins en moins nombreuse.

Pourquoi les étrangers apprendraient-ils le luxembourgeois, la langue nationale qui est enseignée déjà au précoce aux enfants d'origine étrangère comme langue d'intégration? Que restera-t-il en fin de compte de l'histoire nationale, d'État à la Nation selon l'expression de Gilbert Trausch? Qu'en sera-t-il de l'identité nationale, de l'hymne national et de la mémoire collective nationale?

Le droit de vote national pour étrangers n'est pas seulement une anomalie au sein de l'UE mais constitue aussi une atteinte flagrante au principe de la souveraineté nationale. Alors que le Luxembourg a été jusqu'à présent comme ses voisins un État national souverain, va-t-il devenir un conglomérat politique multinational indéfinissable dans son essence?

Les promoteurs acharnés du droit de vote pour étrangers dans un parti pris dur et irréversible, semble-t-il, n'ont toujours pas pu fournir la preuve que l'accès au droit de vote par la voie de la double nationalité entraîne le moindre désavantage pour les récipiendaires en question, bien au contraire. C'est la seule voie qui évite la division du pays en blocs antagonistes avec tous les risques que cela comporte. L'acquisition de la double nationalité renforce la cohésion sociale et l'unité nationale au sein de l'État national que nous sommes et que nous voulons rester. Alors, pourquoi chercher midi à quatorze heures au risque de se perdre?!

La CGFP, toujours sur les rangs pour défendre l'intérêt supérieur de l'État national, a une position claire et nette:

- Oui pour l'accès des étrangers au droit de vote national par la voie de la double nationalité;
- Non au droit de vote pour étrangers tel quel.

Emile Haag

Die CGFP in Stichworten

● VERDIENST

Die CGFP hat den öffentlichen Bediensteten zu ihrer heutigen sozialen Lage verholfen.

● DURCHHALTEVERMÖGEN

Die CGFP hat keine Mühen gescheut, die Rechte der Staatsbediensteten zu verteidigen und ihren Anliegen Nachdruck zu verleihen.

● SOLIDARITÄT

Die CGFP setzt sich für all ihre Mitglieder ein: für die Pensionierten und Hinterbliebenen, die Aktiven von heute und morgen, die jungen und älteren Kollegen, für Frau und Mann.

● DURCHSETZUNGSKRAFT

Die CGFP als national repräsentative Berufsorganisation steht in der ersten Reihe, um den sozialen Fortschritt zu gewährleisten und der öffentlichen Funktion ihren Platz in der sozialen Szene zu sichern.

● UNABHÄNGIGKEIT

Die CGFP ist frei jeder Ideologie und unabhängig von jedweder politischen Partei oder Politgewerkschaft.

● EINZIGARTIGKEIT

Die CGFP, als überparteiliche, autonome Organisation, ist allein in der Lage, die übergeordneten Interessen der öffentlichen Funktion auf nationaler und europäischer Ebene wahrzunehmen.



Weiterhin im falschen Film

Seit 2009 haben sich die jährlichen Steuereinnahmen des Luxemburger Staates von weniger als 10 Milliarden auf mehr als 14 Milliarden Euro im Jahre 2014 verbessert. (Quelle: SDDS-Veröffentlichung des STATEC) Das ist ein Plus von mehr als +4 Milliarden Euro oder von +40% in lediglich 5 Jahren.

Jeder von uns würde sich über eine derartige Einkommenssteigerung mehr als freuen. Unseren Politikern aber reicht das offensichtlich nicht. Sie reden weiter von desolaten Staatsfinanzen, als wüssten sie nicht, was eine AAA-Benotung der Staatsschuld bedeutet. In der Eurozone besitzen inzwischen nur noch Deutschland und Luxemburg diese Einschätzung bei allen drei großen Ratingagenturen.

Unsere Politik aber behält unverändert den alten Spar- und Steueranhebungs-Kurs der letzten Jahre bei. Sie jammert auf sehr hohem Niveau, und sie macht es sich ganz einfach mit dem Griff in die Taschen der privaten Steuerzahler. Und leider liefern die Oppositionsfractionen hier keine Alternative zur Regierungsstrategie.

Die Luxemburger Staatsschuld ist inzwischen rückläufig. Auch wenn wir dies in keiner von der Regierung bezuschussten Zeitung lesen können. Bereits im letzten Herbst meldete die Regierung der EU-Kommission in Brüssel, für 2014 wie bereits für 2013, einen positiven Budget-Saldo für den Luxemburger Gesamtstaat („General Government“), berechnet nach der ominösen Maas-tricht-Formel.

Das Schreckgespenst eines Lu-xemburger Maastricht-Defizits wurde während fast einem Jahrzehnt immer wieder in allen Tönen von Politikern unterschiedlichster Couleur beschworen. Die Ankündigung wurde aber nie auch nur im Entferntesten zu einer Realität. Auch diese Tatsache wird von den meis-ten Medien wie ein Staatsgeheimnis ver-schwiegen.

Nun aber stellt sich heraus, dass für das Gesamtjahr 2014 unser reales Wirtschaftswachstum bei +2,9% (nach STATEC-Einschätzung) bis +3,0% (ge-mäß EU-Kommission) lag, gegenüber +1,5% in Deutschland, +1,0% in Bel-gien, +0,4% in Frankreich und +0,8%

durchschnittlich in der EU-Zone. Das Ergebnis des 3. Trimesters 2014 lag sogar um beachtliche +3,8% über dem entsprechenden Vorjahresniveau.

Die konjunkturelle Erholung wäre heute wohl noch besser, hätten unsere Politiker nicht die falsche Politik betrie-ben, vor und nach dem Regierungs-wechsel. Statt die immer noch hohe Arbeitslosigkeit tatkräftig zu bekämpfen mit einer dynamischen, antizyklischen Budgetpolitik, beispielsweise durch mutigere Investitionen zum Abbau un-serer Infrastruktur-Defizite, wurde der zaghafte Aufschwung unsinnigerweise gebremst, weil die Regierung wie die Oppositionsfractionen die Entwicklung der Staatsfinanzen falsch einschätzten und weiter glaubten, einen strammen Sparkurs fahren zu müssen.

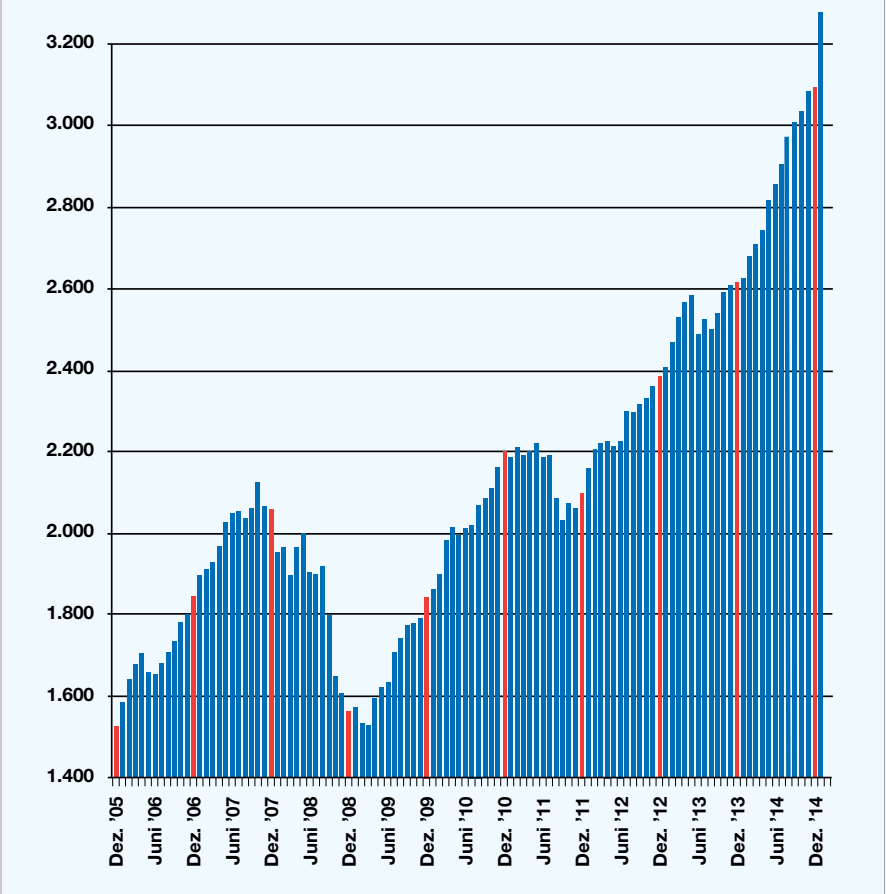
Immerhin ist die Luxemburger Wachs-tumsrate jetzt wieder, genau wie in den Jahrzehnten vor der Wirtschaftskrise, erheblich höher als bei unseren Nach-barn, Partnern und Konkurrenten. Dies entspricht unseren eigenen Erwartungen und Voraussagen, für welche „fonction publique“ aber von den Patronatsver-tretern und anderen Predigern der Aus-terität immer wieder hochgenommen wurde.

Die Robustheit des Standortes Lu-xemburg und seine Attraktivität für In-vestoren und Unternehmer aus allen Teilen der Welt muss wirklich nicht mehr bewiesen werden. Warum hat denn in den letzten 25 Jahren die Zahl der Ein-wohner des Landes um 50% zugelegt? Warum wurde gleichzeitig die Zahl der Ausländer mit 2,3 multipliziert? Warum hat sich in diesem Zeitraum die Zahl der Arbeitsplätze verdoppelt und jene der Grenzgänger verdreifacht?

Gewiss nicht, weil Luxemburg unge-nügend wettbewerbsfähig wäre, wie die Lobbyisten des Patronats es den Poli-tikern und Journalisten immer wieder erfolgreich erzählen. Nun aber kommt die strukturell starke Situation unserer Volkswirtschaft offensichtlich wieder voll zum Tragen, nachdem die Wirkung der konjunkturellen Widrigkeiten abflaut.

Sogar das produzierende Gewerbe, das Küken der ewig weinerlichen Fedil-Glücke, erholt sich merklich. Haben doch die Luxemburger Warenexporte

Krisen-Überwindung:
Entwicklung des Vermögens
der Luxemburger Investmentfonds
2005 - 2015 in Milliarden Euro



2014 um satte +7,6% zugelegt, während gleichzeitig die Importe zurückgingen, so dass sich unsere Handelsbilanz ge-genüber dem Vorjahr um +900 Millionen Euro verbessern konnte.

In den letzten 12 Monaten (bis Januar 2015) wurden hierzulande netto 10.162 zusätzliche Arbeitsplätze geschaffen, von denen 4.653 von weiteren Grenz-gängern und 5.509 von Gebietsansäs-sigen (lies: von neuen Einwanderern) besetzt wurden. Seit dem Krisenbeginn von Ende 2008 wurden bei uns netto rund 50.000 Jobs geschaffen, während in ganz Europa deren etwa 6,5 Millionen verschwunden sind.

Es ist somit offensichtlich, dass die permanenten Klagen des Patronats über die angeblich verlorene Wettbewerbsfä-higkeit nichts als eine groteske Propa-ganda darstellen, um den Sozialabbau der letzten Jahre beizubehalten und zu beschleunigen und um den Staat als Institution zu schwächen.

Auch die weltweiten Ländervergleiche und -rankings über die Produktivität und andere Standortvorteile, über deren Weisheit man durchaus geteilter Mei-nung sein darf, sehen alle Luxemburg derzeit auf dem Vormarsch. Im Global Financial Centres Index wird unsere Me-tropole nicht nur, gleichauf mit Frankfurt, hinter London als 2. Finanzplatz in der EU angesehen, sondern fungiert vor allem auch (als einziger europäischer Standort) unter den 10 Zentren in der Welt, denen in den kommenden Jahren eine wachsende Bedeutung zugespro-chen wird.

Obschon die hiesigen Unternehmen ja kaum noch Steuern zahlen – Tax-Rulings haben ja nicht nur ausländische Firmen erwirkt, auch wenn unser Parlament sich sehr schwer damit tut, diesbezüglich Informationen vom Finanzminister zu verlangen! – konnten die Manager und ihre Think Tanks in jüngster Zeit ihren Einfluss auf die politischen Entschei-dungsprozesse deutlich verstärken.

Das Angstmachen mit den Krisenge-spenstern aber ist nun vorbei. Der Auf-schwung ist offensichtlich, auf breiter Front. Zwar nicht europaweit und vor allem nicht in Südeuropa, aber doch bei uns und in Nordeuropa. Die Rückkehr zur Normalität bewirkt jedenfalls, dass

die Börsen und sonstigen Finanzmärkte eindeutig keine Angst mehr haben vor ei-nem „Grexit“ oder einem Griechenland-Konkurs.

Ja, Teile unseres Bankensektors leiden weiter unter den Folgen vergangener Sünden, und auch der Tanktourismus bringt wegen abgestützter Energiepreise weniger ein. Aber die Luxemburger In-vestmentfonds beispielsweise konnten in den letzten 12 Monaten (bis Januar 2015) ihre Nettoeinlagen um +25% oder um +600 Milliarden Euro steigern, während die Lebensversicherer im Geschäftsjahr 2014 die einkassierten Prämien um +12%, die technischen Rücklagen um +15% und ihre Nach-Steuer-Gewinne um +17% erhöhen konnten.

Das alles aber ist offensichtlich noch nicht in den Köpfen der politischen Ent-scheidungsträger angekommen. Sie wetteifern weiter mit Ideen, wie man bei Familien- und Jugendpolitik und bei den unterschiedlichsten Gruppen von Beamten und öffentlichen Angestellten sparen kann.

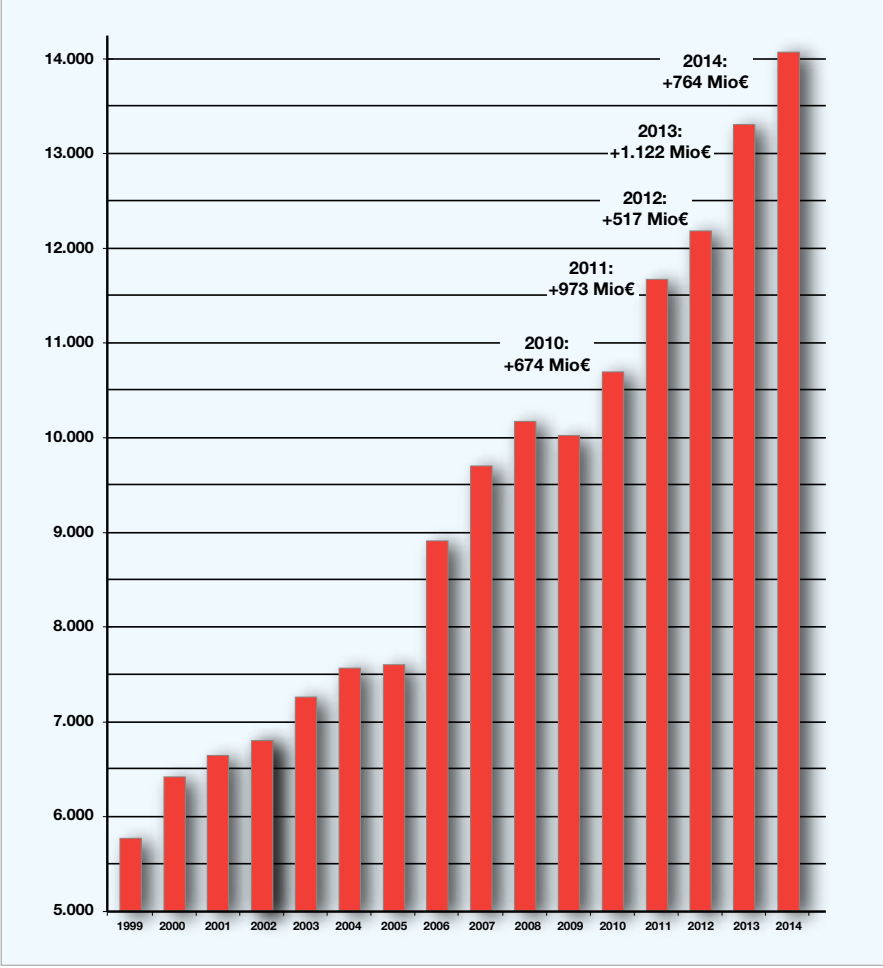
Sie drehen weiterhin massiv an der Steuerschraube zu Lasten der Lohn-abhängigen, denken sich immer wie-der neue Sonderopfer für den öffent-lichen Dienst aus und verschleppen weiterhin die Ausbezahlung einer seit Jahren fest mit der CGFP vereinbarten Lohnerhöhung.

Man kann sich ja kaum noch daran er-innern, wann diese Sozialmaßnahme be-schlossen und unterzeichnet wurde und mit wem, solange ist dies nun bereits her. Die Liste der Verschleppungsgründe ist lang, genau wie die Geschichte der vielfältigen Manöver, die wir hier erleben mussten und mit denen man versuchte, den Deal wieder rückgängig zu machen, vor allem auch aus dem Parlament her-aus und mit populistischen, neidgesteu-erten Wahlkampfparolen.

Aber: Pacta sunt servanda! Wann je-doch das Versprechen schließlich einge-löst wird, das bleibt weiterhin ungewiss. Dieses ganze, traurige Politdrama be-weist vor allem die Notwendigkeit des solidarischen Zusammenhaltens im gewerkschaftlichen Bereich und spricht gegen das elektorale Vorpreschen mar-ginaler Splittergruppen.

G.

Entwicklung der Staatseinnahmen:
in 5 Jahren + 40% und + 4.050 Millionen €



Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch
eines jeden

BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit
und zwar zu den
allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

für:
Wohnungsbau/-kauf
Modernisierung
Grundstückwerb

mit:
Sofortkredit
CGFP-Vorzugsdarlehen
Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an: **OEL/CGFP** 

Oeuvre CGFP
d'Épargne-Logement
B.P. 595 – L-2015 Luxembourg

Baukredit: _____
(Name)

_____ (Vorname)

Ich bitte um
unverbindliche
Beratung durch einen
CGFP/BHW-Berater _____
(Straße, Hausnummer)

_____ (Plz. /Wohnort)

_____ (Telefon)

_____ (Dienstbezeichnung)

_____ (Dienststelle)

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2015

Bausparen

aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW Dispo maXX

Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohntraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenzinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenzinsen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Zudem sind die Zinserträge auf Bausparguthaben von der Quellensteuer befreit (ein CGFP-Erfolg). Das lohnt sich!

Wellness-Wohnen: Schönheitskur fürs Bad



Zahlreiche Badezimmer wurden noch nie modernisiert, dabei sind sie im Durchschnitt fast 20 Jahre alt. Höchste Zeit für ein Facelifting.

Im warmen Schaumbad liegen und angenehme Loungemusik lauschen – für viele ist das noch ein Traum. Doch schon in diesem Jahr wollen etliche Haus- und Wohnungsbesitzer ihr Bad auf Vordermann bringen, ermittelt eine aktuelle Studie von BHW. Damit liegen sie im Trend. „Das Badezimmer wird immer wohnlicher und erlebt eine enorme Aufwertung“, bestätigt Iris Laduch-Reichert von BHW. „Viele moderne Badmöbel könnten heute auch als Sideboard im Wohnzimmer stehen.“

Häufig werden die Badezimmer vergrößert und mit bequemen Sitz- und Liegeplätzen zum Entspannen ausgestattet. Ein beliebter

und bewährter Naturstoff ist Holz – häufig kombiniert mit anderen Materialien wie Chromstahl oder Naturstein. Dazu Badfliesen mit Farbakzenten und in unterschiedlichen Größen. Wohnliche Akzente setzen Stehleuchten, Beistelltische und Bilder an den Wänden. Auch akustische Untermalung gehört zum modernen Wohlfühl-Badezimmer. Dazu gibt es iPhone-Halter am Spiegel oder in die Badewanne integrierte Soundsysteme, die musikalische Schwingungen ins Badewasser bringen und den Schall spürbar machen. Mit Kosten in Höhe von rund 20.000 Euro ist die Badrenovierung eine überschaubare Investition, die sich zum Beispiel mit einem Bausparvertrag finanzieren lässt. In den Kosten für die Kompletterneuerung eines Badezimmers in durchschnittlicher Größe sind Schallschutzmaßnahmen, die Installationen und die Entsorgung der alten Einbauten und Fliesen enthalten.

Gut investiert

Die gläserne Heizung



So transparent war Heizen noch nie: Heizkörper aus Glas strahlen eine gesunde Wärme aus und sind Blickfang zugleich. Infrarotheizungen bilden eine ausgefallene Spielart unter den Wärmespendern. Die flachen Glaskörper können frei stehend, an der Wand und sogar an der Decke montiert werden. Das Design wirkt ungewöhnlich, denn es ist kaum zu erkennen, dass dieses Mobiliar eigentlich eine Wärmequelle ist. Die Heizkörper kommen bunt oder verspiegelt daher. Nach persönlichem Geschmack kann man seine Heizung mit Fotomotiven bedrucken. Oder sie für Notizen verwenden – die Elektroheizung ist auch als Kreidetafel zu haben. Stilbewusste werden nicht von Drehknöpfen oder Schal-

tern gestört. Einzige Voraussetzung für den Betrieb: ein Stromanschluss. Wie steht es um die Effizienz? „Wer Ökostrom nutzt, muss mit einer Infrarotheizung kein schlechtes Gewissen haben“, sagt Tim Rehkopf von BHW. „Die Geräte sind für kleine, gut gedämmte Räume oder als Zusatzheizung ausgelegt.“ Mit Regelsystemen wie Thermostat, Funksteuerung oder Zeitschaltuhr können Eigentümer die Heizung wirtschaftlich betreiben. Gut für Allergiker: Die Strahlungswärme wirbelt keinen Staub auf und sorgt für ein gesundes Raumklima. Je nach Größe und Ausführung sind Glasheizungen ab 300 Euro erhältlich, Luxusmodelle für deutlich über 1.000 Euro.



Annonce

À vendre

**Belle maison lumineuse sise à MESSANCY
(Belgique, 5 minutes de la frontière)**



Construction t-palm de 2004,
160 m² habitables, terrain 15 ares,
disponible juillet / août

Description:

- rez-de-chaussée: hall d'entrée, cave et deux garages, dont un grand en «L» pouvant également être utilisé en partie comme buanderie ou deuxième cave;
- rez-de-jardin: living/salle-à-manger, grande cuisine équipée, bureau et WC;
- étage: hall de nuit pouvant également servir de bureau, 3 chambres à coucher dont une avec dressing, salle de bain avec baignoire, douche, double lavabo et WC;
- extérieur: façade en briques, 3 parkings devant la maison, grande terrasse 45 m² à l'arrière, terrain 15 ares, potager.

Chauffage central au mazout, double vitrage, portes de garage motorisées. Bonne finition et matériaux de qualité (escalier marbre, porte d'entrée solide en alu thermo-laqué avec triple vitrage et cinq points d'ancrage, portes intérieures en bois massif etc.)

Pas de travaux à prévoir (sauf rafraîchissement peinture).

385.000 euros

**Portes ouvertes aux amateurs sérieux
le dimanche 29 mars de 10h00 à 16h00**

Adresse: B-6780 MESSANCY, 63, rue du Dolberg

Berufskammerwahlen 2015

vom 20. bis 30. März 2015

Worum es geht

- Es geht um viel mehr als um die Berufskammer
- Es geht um die öffentliche Funktion, ihren sozialen Besitzstand, ihr Statut, kurzum, ihre Zukunft
- Sozialwahlen bedeuten Kräftermessung
- Es geht demnach um das Kräfteverhältnis, um Einfluss, um Durchsetzungsvermögen, um Erfolgssicherung

In Ihrem Interesse

verschaffen Sie Ihrer Berufsorganisation Autorität,
Respekt und Gewicht,
wählen Sie



Nur den Kreis schwärzen über Liste
damit keine Stimme verloren geht

„fonction publique“-Themenreihe

Der gebrauchte Mensch

Eine Provokation

Teil III: Wie wir den Anderen im „Alltag“ gebrauchen



„Der gebrauchte Mensch mit allen den in diesem dreiteiligen Essay dargestellten Konsequenzen ist letzten Endes ein Kollateralschaden dessen, was wir Gesellschaft nennen.“, schreibt Claude Heiser, Erster Vizepräsident der CGFP, „Von dem Augenblick an, wo wir in die Existenz treten, Mitglied einer Gesellschaft werden, verstricken wir uns zwangsläufig in dieses Netz aus wechselseitigem Brauchen und Gebrauchtwerden.“

Scheint derjenige Mensch, der einen Anderen „gebraucht“, zunächst derjenige zu sein, der Macht auf den Anderen ausübt, da er diesen auf den Stellenwert eines Objekts reduziert, so wird ohne größere Umwege ersichtlich – man braucht sich nur das Präfix „ge-“ wegzudenken –, dass die wirklichen Kennzeichen des sogenannten „Verbrauchers“ Ohnmacht und Abhängigkeit sind, denn er „braucht“ den Anderen: Als identitätsstiftende Instanz hält dieser dem Brauchenden einen Spiegel vor, in dem sich das Sein des „Bedürftigen“ erst widerspiegelt, ist somit lebensnotwendig – eine Beziehung zwischen dem eigenen Ich und der Umwelt vermag hergestellt zu werden. Dass aus diesem Verhältnis, das auf einer gewissen Ohnmacht gründet, sehr schnell Abhängigkeit wird, liegt auf der Hand, denn das Bedürfnis, sein Selbst bestätigt zu sehen, sich seiner Existenz durch die Wahrnehmung des Anderen bewusst zu sein, verlangt kompromisslos nach Genugtuung. Und so wäre eine weitere Eigenschaft des „Verbrauchers“ die Aggressivität, neigt er doch dazu, sich seiner Selbstverherrlichung wegen dem Anderen förmlich aufzudrängen. Mit den Erwägungen, die im zweiten Teil über das Thema des „gebrauchten Menschen“ geäußert worden sind, wurde zu zeigen versucht, dass das Individuum den Anderen gebraucht, um sich seiner selbst zu versichern.¹ Haben sich die Ausführungen bis jetzt auf eine psychologische Metaebene bezogen, so sind die festgestellten Verhaltensweisen ebenfalls auf einer realen Ebene festzustellen.

Zweckgemeinschaften und „Vernunftfreundschaften“ – den Anderen *de facto* gebrauchen

Bereits Blaise Pascal erkennt in der Unterhaltung („divertissement“) die Flucht

des Menschen vor der eigenen Leere und den damit verbundenen Ängsten. Der Mensch, der auf sich allein gestellt ist, der vor sich selbst gestellt ist, erkennt seine „condition humaine“: „Rien n'est si insupportable à l'homme que d'être dans un plein repos, sans passions, sans affaire, sans divertissement, sans application. Il sent alors son néant, son abandon, son insuffisance, sa dépendance, son impuissance, son vide.“² Um diesem Nichts, dieser Leere zu entkommen, flieht der Mensch ins „divertissement“: „On ne recherche les conversations et les divertissements des jeux que parce qu'on ne peut demeurer chez soi avec plaisir.“³ Bei diesem Zuhause („chez soi“) handelt es sich um das eigene Sein, mit dem sich zu beschäftigen der Einzelne des Öfteren freiwillig und aus Unbehagen – aus dieser Selbstbeschäftigung könnte nämlich eine nicht immer willkommene Selbsterkenntnis resultieren – verzichtet. Aus dem langen Weilen kann Langeweile entstehen, die eine Konfrontation des Ichs mit dem Ich fordert. Deshalb ist jedwede Form von Amüsement notwendig, um dieser doch leidigen Selbstbetrachtung zu entfliehen.

Auf ähnliche Weise geht Arthur Schopenhauer von dem Widerspruch aus, dass der Mensch versucht, sein Dasein so lange wie möglich zu erhalten; deshalb bekämpft er Sorgen und Missstände, die die Lebensdauer verkürzen könnten. Hat er aber diese Sorgen beseitigt, verfällt er der Langeweile und versucht, die Zeit, die ihm so kostbar schien, totzuschlagen: „Mit dem Daseyn aber, wenn es ihnen gesichert ist, wissen sie nichts anzufangen: daher ist das Zweite, was sie in Bewegung setzt, das Streben, die Last des Daseyns los zu werden, es unfühlbar zu machen, ‚die Zeit zu tödten‘, d. h. der Langeweile zu entgehen.“⁴ Wie kann man nun dieser Langeweile entfliehen? – Indem

man den Anderen auf einer konkreten Ebene braucht bzw. gebraucht, und zwar dadurch, dass man gemeinsam etwas unternimmt: „Sie [d. i. die Langeweile] macht, daß Wesen, welche einander so wenig lieben, wie die Menschen, doch so sehr einander suchen, und wird dadurch die Quelle der Geselligkeit.“⁵ Zweckgemeinschaften und „Vernunftfreundschaften“, die geschlossen werden, um der Langeweile bzw. der eigenen Leere zu entfliehen, diagnostiziert Schopenhauer vor allem in gutbürgerlichen Kreisen: „Wie die Noth die beständige Geißel des Volkes ist, so ist die Langeweile die der vornehmen Welt. Im bürgerlichen Leben ist sie durch den Sonntag, wie die Noth durch die sechs Wochentage repräsentiert.“⁶ Menschen hegen also füreinander wenig Sympathie, rafften sich zusammen, schließen Freundschaften, d. h. brauchen andere Menschen, um letzten Endes vor ihrem sinnentleerten Dasein zu flüchten: Man „unterhält“ Freunde und Bekannte im eigentlichen Sinn von „betreiben“, um als Gegenleistung „unterhalten“, im Sinne von „amüsiert“, zu werden. So wie die Unterhaltungssängerin Dalida bedauert: „Pour ne pas vivre seul, on se fait des amis/ Et on les réunit, quand viennent les soirs d'ennui/ On vit pour son argent, ses rêves, ses palaces/ Mais on n'a jamais fait un cercueil à deux places.“ Insofern können solche „Vernunftfreundschaften“ als rationale, kalkulierte und nicht emotional motivierte Handlungen, die das Ziel verfolgen, existentielle Leerstellen zu füllen, entlarvt werden – was, Schopenhauer zufolge, insgesamt den Fall bei Wunschäußerungen darstellt.

Der Verbraucher als Nimmersatt

Der Mensch braucht bzw. gebraucht den Anderen als Weg zum Glück. Brauchen stellt aber *per se* eine negative

Wir wollen Anerkennung, Zuneigung, Daseinsberechtigung – alles „Dinge“, deren Aneignung einen Anderen voraussetzt. Somit greift der Verbraucher erneut aus zunächst egoistischen Gründen auf den Anderen zurück.

Das zweite Problem besteht darin, dass unsere Wünsche niemals gestillt werden können, weil ein erfüllter Wunsch den Ausgangspunkt zu einem neuen Wunsch bildet: „Keine Befriedigung aber ist dauernd, vielmehr ist sie stets nur der Ausgangspunkt eines neuen Strebens.“⁷ Somit wird der Mensch als „Verbraucher“ dazu verleitet, den Anderen nicht nur zu brauchen, sondern regelrecht zu „verbrauchen“, nämlich dadurch, dass er ihm zu nahe rückt, ihn ständig in Anspruch nimmt, um seine Wünsche zu erfüllen. Interessant ist aber die Feststellung, dass der Verbraucher als abhängig und ohnmächtig empfunden wird, denn in den Augen Schopenhauers ist die Intention, seinen Willen, sein Wollen und seine Wünsche durchzusetzen kein Akt der Autonomie und der individuellen Freiheit, sondern eine Kapitulation gegenüber unseren Trieben, unserem „Willen“, wie Schopenhauer unsere inneren Regungen nennt, der unser Leben bestimmt und sich im Leben durch Wünsche bemerkbar macht: „Der Mensch thut allezeit nur, was er will, und thut es doch nothwendig. Das liegt aber daran, daß er schon ist, was er will: denn aus dem, was er ist, folgt nothwendig Alles, was er jedesmal thut.“⁸ Der Mensch, wenn er etwas oder jemanden braucht, kann also nicht „nachhaltig“ zufriedengestellt werden; sein Leben – auch in Bezug auf andere Menschen, die er braucht, ist ein lebenslanges *Konsumieren*. Somit wird klar, dass der Verbraucher zwar zunächst abhängig von den Anderen, die er braucht, zu sein *scheint*; letzten Endes führt diese Abhängigkeit dazu, dass der gebrauchte Mensch immer



Menschen hegen also füreinander wenig Sympathie, rafften sich zusammen, schließen Freundschaften, d. h. brauchen andere Menschen, um letzten Endes vor ihrem sinnentleerten Dasein zu flüchten: Man „unterhält“ Freunde und Bekannte im eigentlichen Sinn von „betreiben“, um als Gegenleistung „unterhalten“, im Sinne von „amüsiert“, zu werden.

Erfahrung, da Mangelserfahrung dar, deren Erfüllung wiederum neue Wünsche entstehen lässt. Denn der Mensch scheint, niemals wirklich zufrieden sein zu können. Schopenhauer, bekannt für seine pessimistische Weltanschauung, erkennt in der Welt lediglich ein „Jammertal“ voller Leiden, in dem alles Glück lediglich eine Illusion ist. Warum? Alle Lust und jedweder Wunsch sind negativ: Wir wünschen uns etwas, was wir nicht besitzen. Insofern brauchen wir andere Menschen aus Mangelserfahrung, damit diese den Mangel beheben und unsere Wünsche erfüllen.

wieder und von neuem in Anspruch genommen wird, um zur Zufriedenheit des Anderen beizutragen – eine Zufriedenheit, die aber niemals erreicht werden kann, da der Verbraucher nie genug bekommen kann, auch auf dem Gebiet der zwischenmenschlichen Beziehungen wegen seiner Mängel zum Nimmersatt wird. Was Faust in seinem „Unbehautsein“ als „Unmensch ohne Zweck und Ruh“⁹ vom Teufel zunächst verlangt, spiegelt dieses unendliche Konsumverlangen des Individuums, auch in zwischenmenschlichen Beziehungen, wider: „Doch hast du Speise

Miles & More
Lufthansa

Luxair



Souscrivez dès maintenant et bénéficiez d'avantages attrayants!
Infos sur www.miles.lu, souscription dans votre agence BCEE
Décision rapide récompensée: jusqu'à 250 € de remise sur votre prochain vol Luxair*

Exclusivité BCEE

CUMULEZ DES MILES!
SUR TERRE ET DANS LES AIRS.

Cumulez des Miles de prime à chacun de vos achats. Et profitez-en deux fois plus chez Luxair* et tous les autres partenaires Miles & More!

SPUERKEESS
Äert Liewen. Är Bank.

* à l'exclusion des vols et voyages LuxairTours, voir conditions générales de vente Luxair disponibles sur www.miles.lu

Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775, www.bcee.lu, tél. (+352) 4015-1



Dadurch, dass der Folterknecht seine eigene Sterblichkeit in dem Anderen erlebt (weil er ein Mensch ist und die körperlichen Leiden nachvollziehen kann), aber auch kontrolliert – er entscheidet, wann die Qualen aufhören – wird er quasi zu Gott.

die nicht sättigt, hast/ Du rotes Gold, das ohne Rast,/ Quecksilber gleich, dir in der Hand zerrinnt./ Ein Spiel, bei dem man nie gewinnt./ Ein Mädchen, das an meiner Brust/ Mit Äuglein schon dem Nachbar sich verbindet./ Die Ehre schöner Götterlust./ Die, wie ein Meteor, verschwindet./ Zeig mir die Frucht die fault, eh’ man sie bricht./ Und Bäume die sich täglich neu begrünen!“¹⁰

Der gebrauchte Mensch als Projektionsfläche

Die anthropologische Philosophie Ludwig Feuerbachs erkennt im Gottesgedanken lediglich eine menschliche Schöpfung, in der die negativen Eigenschaften des Menschen ins Positive gekehrt werden: Da der Mensch fehlerhaft und sterblich ist, projiziert er seinen Wunsch, fehlerfrei und unsterblich zu sein, auf einen Gott: „Was er [d.i. der Mensch] selbst nicht ist, aber zu sein wünscht, das stellt er sich in seinen Göttern seiend vor; die Götter sind die als wirklich gedachten, die in wirkliche Wesen verwandelten Wünsche des Menschen.“¹¹ So wie also Feuerbach zufolge der Gläubige sich selbst durch eine Gottesvorstellung der Perfektion ergänzt, so versucht auch der einzelne Mensch, sich durch den Anderen auf unterschiedliche Art und Weise zu ergänzen, und zwar sowohl im negativen als auch im positiven Sinn. So gibt es Menschen, die durch die positiven Eigenschaften und realen Errungenschaften Anderer leben; man könnte dies als Leben „per procura“ bezeichnen: Man braucht die Anderen, um das zu erfahren bzw. zu erleben, was man selbst nicht hat. Ein typisches Beispiel stellen Eltern dar, die ihre Kinder zwingen, das zu erreichen, was sie selbst nicht erreicht haben, aber erreichen wollten; hier wird der Andere dazu gebraucht,



Da wir unfähig sind, unsere negativen Eigenschaften selbst zu bekämpfen, projizieren wir diese auf einen Anderen, gebrauchen diesen, um das Negative unseres Wesens, im Anderen objektiviert, anzugreifen und zu vernichten.

eigene Wünsche zu verwirklichen. Zahlreiche Wege, die zu einem solchen Leben „aus zweiter Hand“ führen, sind in Zwischenzeit gegeben worden: Trivialliteratur, Kino und Fernsehen als Flucht vor der Wirklichkeit, und letzten Endes soziale Netzwerke und „Second Life“. In der Virtualität des Cyberspace können wir den Gebrauch des „Anderen“ ad absurdum führen, denn gar zu oft ist der Andere lediglich das andere Ich, ein Ich, das wir konstruiert haben und dazu gebrauchen, ein Leben „à la carte“, ein Leben mit allen Vorzügen, die wir realiter nicht besitzen, zu führen: Facebook-Profile stellen in der Regel das Leben so dar, wie es sein sollte oder könnte, aber selten so, wie es ist. Ferner benutzen wir den Anderen als Angriffsfläche gegen unsere eigenen

negativen Eigenschaften, die wir verdrängen. Verkörpert Gott bei Feuerbach die projizierten Wünsche im Stadium der Erfüllung, so stellt in unserem Fall der Andere die Verkörperung unserer negativen Eigenschaften dar. Da wir unfähig sind, diese selbst zu bekämpfen, d. h. mit uns selbst ins Reine zu kommen, projizieren wir diese auf einen Anderen, gebrauchen diesen, um das Negative unseres eigenen Wesens, im Anderen objektiviert, anzugreifen und zu vernichten. Die negativen Eigenschaften, unter denen wir leiden, beziehen sich aber nicht nur auf unseren Geist, sondern auch auf unsere Körperlichkeit. So warf Jean Améry in seinem beeindruckenden Essay *Die Tortur* – er selbst war Opfer der Nazi-Schergen gewesen – die Frage auf, was den Folterknecht dazu führt, den Anderen zu peinigen. Ihm zufolge und in Anlehnung an Georges Batailles existenzialpsychologische Auffassung



Henri David Thoreaus „Hütte“ am See Walden Pond in den Wäldern von Concord (Massachusetts), in die sich der US-amerikanische Philosoph und Schriftsteller ab 1845 für zwei Jahre zurückzog, um die „Geselligkeit der Einsamkeit“ zu erfahren.

von Sadismus bekämpft der Peiniger seine eigene „Fleischlichkeit“; weil er seinen Körper als mangelhaft, da verletztlich und sterblich empfindet, erlebt er durch die Folter eines Anderen die eigene Fleischlichkeit – mit dem Unterschied, dass er Herr der Lage bleibt, d. h. seine Körperlichkeit im Gegensatz zur Realität unter Kontrolle behält: „Der Mitmensch wird verfleischlicht und in der Verfleischlichung schon an den Rand des Todes geführt; allenfalls wird er schließlich über die Todesgrenze hinausgetrieben ins Nichts. Damit realisiert der Peiniger und Mörder seine eigene zerstörerische Fleischlichkeit, ohne daß er sich aber darin, wie der Gemartete, ganz verlieren müßte: er kann ja mit der Folter einhalten, wenn es ihm paßt.“¹² Dadurch, dass ich meine eigene Sterblichkeit in dem Anderen erlebe (weil ich ein Mensch bin und die körperlichen Leiden nachvollziehen kann), aber auch kontrolliere, werde ich quasi zu Gott. Améry beschreibt seine Folterknechte in Breendonck: „Mit ganzer Seele waren sie bei ihrer Sache, und die hieß Macht, Herrschaft über Geist und Fleisch, Exzeß der ungehemmten Selbstexpansion. Ich habe auch nicht vergessen, daß es Momente gab, wo ich der folternden Souveränität, die sie über mich ausübten, eine Art von schmählicher Verehrung entgegenbrachte. Denn ist nicht, wer einen Menschen so ganz zum Körper und wimmernder Todesbeute machen darf, ein Gott oder zumindest Halbgott?“¹³ Doch auch Menschen mit Mängeln können letzten Endes das Interesse eines Verbrauchers wecken. Warum möchte man sich intensiv mit sogenannten „Problemfällen“ beschäftigen? – Vielleicht zur Bestätigung des eigenen

Ichs durch Vergleich und Abgrenzung: Der Andere wird gebraucht, um unsere Selbstgefälligkeit und Zufriedenheit am Leben zu erhalten – die Genugtuung, dass man nicht so ist wie der Andere?

Fazit: Brauchbarkeit als gegenseitige Freiheitsberaubung

Das Konzept der Brauchbarkeit, sei es auf einer ökonomischen, soziologischen oder auf einer psychologischen, zwischenmenschlichen Ebene, endet letzten Endes in einem Widersinn: Jeder Mensch soll brauchbar sein und sich gebraucht fühlen; dennoch ist derjenige, der gebraucht wird, unfrei: Brauchen ist Missbrauchen, wie wir festgestellt haben. Andererseits ist derjenige, der jemanden (ge-)braucht, ebenfalls unfrei und abhängig, braucht er den Anderen doch, um selbst bestehen zu können. Letztlich scheinen Verbraucher und „Gebrauchter“ kein Täter-Opfer-Verhältnis darzustellen, sondern bilden eher eine Leidensgemeinschaft, die einem Teufelskreis von Brauchen und Gebrauchen anheimfällt. Authentisch und frei kann nur derjenige wirklich sein, der nichts und niemanden braucht: Den wahren Freien und Unabhängigen kann es nur in der absoluten Einsamkeit geben. Der US-amerikanische Philosoph und Schriftsteller Henry David Thoreau, der sich 1845 während fast zwei Jahren in einer am See Walden Pond in den Wäldern von Concord (Massachusetts) errichteten Blockhütte zurückgezogen hatte, hebt die „Geselligkeit der Einsamkeit“ hervor: „I have never found a companion that was so companionable as solitude. We are for the most part more lonely when we go abroad among men than when we stay in our chambers. A man thinking or working is always alone, let him be where he will.“ Lebte er allein und selbständig, so keineswegs gänzlich abgeschieden, denn auch er musste feststellen, dass die absolute Einsamkeit utopisch bleibt, da der Mensch letztlich ein „gesellschaftliches Wesen“ ist. Dennoch vermag man in der Zurückgezogenheit dem utilitaristischen Wechselspiel des Brauchens und Gebrauchtwerdens etwas zu entfliehen. Der gebrauchte Mensch mit allen hier

dargestellten Konsequenzen ist letzten Endes ein Kollateralschaden dessen, was wir Gesellschaft nennen. Von dem Augenblick an, wo wir in die Existenz treten, Mitglied einer Gesellschaft werden, verstricken wir uns zwangsläufig in dieses Netz aus wechselseitigem Brauchen und Gebrauchtwerden – ein Netz, dessen Auswirkungen hier in ihren extremen Formen dargestellt worden sind, um dem Untertitel der „Provokation“ gerechtzuwerden. Da der Teufelskreis des Brauchens und Gebrauchtwerdens dem Zusammenleben von Menschen inhärent ist, gibt es keinen Ausweg, außer dass der Einzelne sich dazu verpflichtet fühlen müsste, gewisse Grenzen nicht zu überschreiten und für ein Gleichgewicht zwischen Brauchen und Gebrauchtwerden zu sorgen: Bis dahin, und nicht weiter!

Claude Heiser

¹ Vgl. fonction publique n° 237, janvier/février 2015.
² Pascal, Blaise: Pensées. Préface et introduction de Léon Brunschvicg, Paris 1972, 131/ S.64.
³ Ebd., 139/ S.66f.
⁴ Schopenhauer, Arthur: Die Welt als Wille und Vorstellung I und II. Nach den Ausgaben letzter Hand hrsg. v. Ludger Lütkehaus, München 32005, §57: Verneinung des Willens, S.408.
⁵ Ebd.
⁶ Ebd., S.409.
⁷ Ebd., §56, S.404.
⁸ Schopenhauer, Arthur: Preisschrift über die Freiheit des Willens, Kap. 5, in: Ders.: Werke in 10 Bänden, hrsg. v. Arthur Hübscher, Zürich 1977, Bd. 6, 138f.
⁹ Goethe, Johann Wolfgang: Faust. Eine Tragödie, hrsg. v. Albrecht Schöne, Frankfurt a. M. 1999, I/V. 3349.
¹⁰ Ebd., I/V. 1678-1687. Das wechselseitige Verhältnis von Wunsch und Erfüllung lässt Goethe seine Faust-Figur apodiktisch darstellen: „So taumel’ ich von Begierde zu Genuß,/ Und im Genuß verschmachtet’ ich nach Begierde.“ (Ebd., I/V.3249f.)
¹¹ Feuerbach, Ludwig: Das Wesen des Christentums, Leipzig 1841.
¹² Améry, Jean : Die Tortur, in: Ders.: Jenseits von Schuld und Sühne. Bewältigungsversuche eines Überwältigten, Stuttgart 1977, S.66, H. v. m.
¹³ Ebd., S.67, H. v. m.



Ihre Berufsvertretung



Eine Frage, die Sie sich stellen sollten:



Was wäre der öffentliche Dienst ohne CGFP?

Ein Nebeneinander von Einzelgruppierungen, ohne Kraft, ohne Gewicht, ausgeliefert, verschaukelt...

Die Probleme des öffentlichen Dienstes werden nicht durch Einzelgruppierungen gelöst, denen der Sinn für das Ganze, für die Gemeinschaft fehlt, und die den wahren Interessen der Staatsbeamten und -angestellten einen schlechten Dienst erweisen.

Denn was würde eine heillos zerstrittene öffentliche Funktion auf der gewerkschaftlichen Szene gegenüber den großen Verbänden und Blöcken des Privatsektors darstellen, für die die öffentlichen Bediensteten nur Ultrakorporatisten und Privilegierte sind?

Die öffentliche Funktion wäre zur Bedeutungslosigkeit degradiert – ein Schlachtfeld von sich gegenseitig überbietenden Einzelgruppierungen. Sie würde zum Spielball der parteipolitischen und ideologischen Auseinandersetzungen. Dem staatlichen Arbeitgeber hätte sie nichts entgegenzusetzen.

Die CGFP ist die vereinende Kraft, der gemeinsame Nenner aller Staatsbeamten und -angestellten und ihr gewerkschaftliches Zuhause. Eine Kraft, die den sozialen Besitzstand verteidigt und den Fortschritt gewährleistet.

Ja, was wäre der öffentliche Dienst ohne CGFP?



CGFP – die einzige gewerkschaftliche Kraft innerhalb der öffentlichen Funktion

Die Steuererklärung steht an



Alle Jahre wieder! Aber regelmäßig gibt es auch kleine Abweichungen zum bisher Gewohnten.
Wir erinnern an die kleinen Verschiebungen der letzten Jahre.
Zum ersten Mal? Da hat man dann schon allerlei Fragen.
Wir weisen auf manches Wissenswerte hin.

Eine jährliche Steuererklärung muss man einreichen, unter anderem, wenn man als Lohnempfänger oder Rentner ein zu versteuerndes Einkommen von über 100.000€ im Jahr hat, oder, auch unter dieser Grenze, wenn man mehrere Lohnsteuerkarten oder mehr als einen Arbeitgeber hat oder neben dem Gehalt noch zusätzliche Einkommen bezieht, etwa Mieteinnahmen. In weiteren Fällen darf man eine Steuererklärung abgeben, beispielsweise, um steuerliche Abzüge geltend zu machen, welche nicht auf der Lohnsteuerkarte aufgeführt sind oder aufgeführt werden können.

In Luxemburg wohnende Ehepartner werden im Prinzip gemeinsam besteuert, solange sie zusammenleben. „GePACSte“ Lebenspartner hingegen werden nur auf eigenen Wunsch hin zusammen besteuert, unter der Voraussetzung, dass sie seit Jahresanfang eine gemeinsame Wohnung geteilt haben. Auf der Lohnsteuerkarte wird einer Zusammenbesteuerung von „GePACSten“ aber nicht Rechnung getragen, so dass hier immer eine Steuererklärung notwendig ist, wenn man die gemeinsame Belastung wünscht.

Ein papiernes Formular für die Steuererklärung wird künftig nur noch auf Nachfrage hin per Post zugeschickt. Statt das Dokument vom Internetauftritt der Steuerverwaltung „downzuloaden“, um es daraufhin handschriftlich auszufüllen, sollte man es gleich online ausfüllen, selbst, wenn man es nicht elektronisch zu verschicken beabsichtigt. So spart man sich nämlich eine Arbeit und Übertragungsfehler

von Seite zu Seite, weil das Formular intelligent „mit“-arbeitet.

An Fahrtkosten zum Arbeitsplatz kann man jährlich 99€ pro Kilometer geltend machen, wobei allerdings jetzt die ersten 4 km unbeachtet bleiben und maximal 26 km (also 2.574€) anerkannt werden. Diese Kosten bleiben getrennt von den sonstigen Abzügen im Interesse des Lohnempfängers, den sogenannten „Werbungskosten“, für welche ein Pauschalbetrag von 540€ (Pensionierte: 300€) angerechnet wird, es sei denn, man kann einen höheren realen Aufwand belegen.

Wohltätige Spenden an vom Finanzminister anerkannte Empfänger (wie etwa die „Fondation CGFP de Secours“) sind abziehbar bis zu 20% des besteuerten Einkommens, vorausgesetzt, sie erreichen zusammen ein Minimum von 120€ im Jahr.

Die Schuldzinsen für die selbst bewohnte Wohnung können in der eventuellen Bauphase von maximal 2 Jahren ganz, dann aber, nach dem Bezug, bis zu einem gewissen Plafond abgesetzt werden vom Einkommen. Anfangs liegt dieses Limit bei 1.500€ jährlich pro Person im Haushalt, nach 5 Jahren bei 1.125€ und nach 10 Jahren bei 750€ jährlich.

Schuldzinsen auf Konsumkredit sind dagegen jetzt nur noch bis 336€ pro Person im Haushalt abzugsfähig, Beiträge im Rahmen von Bausparverträgen aber weiterhin bis 672€ pro Person, genau wie Lebensversicherungen mit einer Laufzeit von 10 Jahren.

Für die persönlichen Zusatzpensionen über eine Versicherung oder Bank gelten wesentlich höhere Grenzwerte, die altersabhängig sind: bis 40 Jahre 1.500€ im Jahr, dann gestaffelt höher bis 3.200€ pro Person, wobei sich diese Beträge aber nur auf den Steuerzahler und seinen eventuellen Partner beziehen, nicht jedoch zusätzlich auf die Kinder im Haushalt. Lesen Sie dazu bitte unseren ausführlichen Artikel auf der übernächsten Seite.

Beim Bausparen dann kumulieren sich diverse Steuervorteile: die bereits erwähnten abzugsfähigen Bausparbeiträge von 672€ jährlich pro Person im Haushalt, die Befreiung von der Quellensteuer für die gutgeschriebenen Zinsen auf dem Ersparnis sowie, für das selbst bewohnte Eigenheim (auch bei der Zwischenfinanzierung parallel zu einem weiteren Ansparen) die Abzugsfähigkeit einerseits der Schuldzinsen und andererseits der Restschuld-Prämien.

Im Versicherungsbereich sind neben Lebensversicherungen mit einer Laufzeit von mindestens 10 Jahren auch Sterbens-, Unfall- und Invaliditäts- sowie Haftpflicht-Versicherungen (ebenfalls für Autohaftpflicht mit Rechtsschutz) abzugsfähig, wie auch die Beiträge zu Mutualitätskassen, wie der Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste und der Œuvre CGFP de Secours Mutuels, nicht jedoch Feuer-, Casco-, Glas- und Diebstahl-Versicherungen. Insgesamt gilt für alle erwähnten Versicherungen ein jährliches Maximal-Plafond von 672€ pro Person im Haushalt, das sich

aber nicht auf die Restschuld-Versicherung per Einmalprämie anwendet. Über deren besondere Limits bei der Steuervergünstigung wird man jeweils beim Vertragsabschluss eines Hypothekarkredits genau informiert.

Die abzugsfähigen Ausgaben für Haushaltspersonal und Kinderbetreuung sind auf 3.600€ begrenzt und an bestimmte Auflagen gebunden.

Für besonders hohe, ungewollte Sonderausgaben gibt es bestimmte steuerliche Abzugsmöglichkeiten, die hier nicht im Einzelnen aufgelistet und erläutert werden können, über die man sich jeweils genauer informieren sollte.

Wer Wohnraum vermietet, muss seine Mieteinkünfte versteuern, darf aber die eigenen Kosten in Abzug bringen, einschließlich der gesamten Schuldzinsen auf dem Darlehen für die Anschaffung der Wohnung, sowie eine steuerliche Abschreibung auf dem Anschaffungspreis, die in den Anfangsjahren bei einer Neuwohnung 6% des Preises ausmacht, nachher 2% im Jahr.

Und abschließend: Denken Sie daran, dass es sich in vielen Fällen lohnt, eine Eintragung der abzugsfähigen Ausgaben auf die Lohnsteuerkarte zu beantragen, obschon dies nicht in allen Fällen möglich ist. Dann sind die Abzüge im Laufe des Jahres niedriger und Sie brauchen nicht im Nachhinein auf eine hohe Rückerstattung zu warten, die erst mit Verzögerung erfolgen wird, wobei der Fiskus ihnen keine Verzugszinsen zahlt.

pz

Achtung, jugendliche Berufsanfänger!

Vielleicht haben Sie Anrecht auf eine Steuerrückzahlung für das abgelaufene Jahr!

Wenn Sie 2014 zum ersten Mal in ein regelmäßiges Lohnverhältnis gekommen sind (also ohne die eventuellen Studentenjobs in den Ferien zu beachten), so haben Sie wahrscheinlich jetzt Anrecht auf eine teilweise oder vollständige Rückerstattung der von ihrem Arbeitgeber einbehaltenen Lohnsteuer im abgelaufenen Jahr. Dies ist unter Umständen ein Betrag von bis zu mehreren hundert Euros, den Sie mit einem Antrag für den „Lohnsteuer-Jahresausgleich“ einfordern können. Beachten Sie dazu bitte Folgendes!

Bekanntlich wird die Lohnsteuer aller Gehaltsempfänger monatlich vom Arbeitgeber berechnet unter Beachtung der Angaben auf der persönlichen Steuerkarte des Beschäftigten (Steuerklasse je nach Familienlage, Länge des Arbeitsweges, besondere Abzüge usw.), und sie wird bei der Auszahlung des Lohnes zusammen mit den Sozialabgaben vom Bruttolohn in Abzug gebracht. Der Arbeitgeber überweist den entsprechenden Betrag für den Beschäftigten an die Steuerverwaltung.

Bei Junggesellen mit moderatem Einkommen ist die Geschichte damit erledigt. Wird aber nach Ablauf des Jahres vom Betroffenen eine Steuererklärung abgegeben (was eventuell Vorschrift ist), so werden die monatlichen Abzüge zu einer einfachen Vorauszahlung auf die steuerliche Abrechnung für das ganze Jahr. Diese aber führt je nach Sachlage zu einer Steuer-Nachzahlung an die Verwaltung oder aber zu einer Rückerstattung von Steuern durch den Staat an den betreffenden Bürger.

Falls ein Anrecht auf eine Rückerstattung von Lohnsteuern besteht, ist aber nicht immer eine (mehr oder weniger aufwendige) Steuererklärung erforderlich. Oft genügt ein einfacher „Antrag auf einen Lohnsteuer-Jahresausgleich“ mittels eines übersichtlichen Formulars. Dies ist besonders der Fall für die jugendlichen, ledigen Schulabgänger, die erst im Laufe des betreffenden Steuerjahres ihren Dienst angetreten haben und somit bis zum Jahresende erst einige Monatsgehälter erhalten haben.

Ihr Anrecht auf eine Rückerstattung ergibt sich daraus, dass der Lohn der letzten Monate, wenn man ihn auf das ganze Jahr verteilt, ein niedriges

Durchschnittseinkommen darstellt, das unter oder in die Nähe der jährlichen Besteuerungs-Mindestgrenze liegt. Wichtig ist dabei, dass man nicht das volle Jahr über gearbeitet und einen Lohn bezogen hat, auch nicht im Ausland, und dass man auch keinen erwerbstätigen Ehepartner hat.

Das erforderliche Formular „163 R“ für den Antrag eines Lohnsteuer-Jahresausgleichs kann von den Internet-Seiten der Steuerverwaltung heruntergeladen werden unter untenstehender Adresse.

Wenn es sich nur um die Rückerstattung der Lohnsteuer handelt, reicht es praktisch aus, die erste Seite des Formulars zu benutzen, sie entweder in der deutsch- oder in der französischsprachigen Variante korrekt auszufüllen und auf der letzten Seite zu unterzeichnen.

Anzugeben sind Name, Vorname, amtliche Kennziffer und Adresse des Antragstellers und seines eventuellen Ehepartners sowie die Einzelheiten über die Beschäftigung oder Nichtbeschäftigung während des ganzen Jahres, als Studierender, als Arbeitnehmer oder als Arbeitsloser. Natürlich ist auch das Postscheck- oder Bankkonto anzugeben, auf das die Rückerstattung erfolgen soll.

Die genauen Einzelheiten über die Beschäftigung im Laufe des Jahres, die anzugeben sind, erlauben es den Steuerbeamten, zu prüfen, ob eine Steuererstattung gerechtfertigt ist oder nicht. Man muss neben der derzeitigen Anschrift auch die Adresse zum Jahresbeginn angeben und erklären, ob man das ganze Jahr über im Lande wohnhaft war. Wer vorübergehend im Ausland studiert hat, dabei aber einen Wohnsitz bei den Eltern in Luxemburg aufrechterhalten hat, soll hier diese Heimatadresse angeben.

Das sorgfältig ausgefüllte, mit dem Datum versehene und unterschriebene Formular ist vor Ende des folgenden Jahres einzuschicken (also bis Dezember 2015 für die Einkünfte des Steuerjahres 2014) an die Steuerverwaltung („Administration des Contributions directes“), Postanschrift: L-2982 Luxemburg.



Drive with Bâloise

L'ASSURANCE AUTO PERSONNALISABLE



Entdeckt elo eise neien Tarificateur op

www.cgfp-assurances.lu

a profitéiert vun de spezielle Konditiounen fir CGFP Memberen.



Mir maachen Iech méi sécher.
Votre sécurité nous tient à cœur.
www.cgfp-assurances.lu

CGFP
Assurances

16, rue Érasme
L-1468 Luxembourg
tél.: +352 27 04 28 01
info@cgfp-assurances.lu

Eine steuerbegünstigte Zusatzpension als sichere Vermögensanlage mit gutem Ertrag

Die Steuererklärung steht an. Sie wirft alljährlich die Frage auf, ob man nicht zu viel zahlt, und ob sich nicht, um den Steuerbetrag zu senken, eine vermögensbildende Sparanstrengung lohnt. Persönliche Investitionen in eine zusätzliche Altersrente sind steuerlich gefördert, und die entsprechende indirekte staatliche Subvention bringt spürbare Steuerersparnisse für Familien wie für Alleinstehende. Deren Ausmaß hängt von der jeweiligen Einkommens- und Haushaltslage ab; jedenfalls aber sichert sie eine interessante Rendite für eine sichere Sparanlage. Und in diesen Zeiten der Niedrigzinsen ist ein ordentlicher Ertrag auf dem Ersparten ja keine Selbstverständlichkeit.

Bei Überlegungen dieser Art will dieser Artikel behilflich sein, indem er belegt, wie die Pension nach Artikel 111bis des Steuergesetzes funktioniert, welche Regeln dabei zu beachten sind, welche Höchstgrenzen gelten sowie welche Steuernachlässe in welcher Höhe dabei erreicht werden können.

Die Wirtschaftslage und die Zukunftsperspektiven des Landes sind wohl nicht so schlecht, wie sie oft dargestellt werden. Doch als Haushalt und Familie oder als Einzelperson möchte man sich schon auf die sichere Seite bringen, wenn man sich dies leisten kann. Und dann sind neben dem Eigenheimbesitz vor allem Überlegungen angesagt wie Vermögensbildung und Altersabsicherung.

Dabei wird von den Staatsbediensteten vielfach ein Aspekt noch nicht genügend in Betracht gezogen: die persönliche Zusatzpension. Seit der ominösen Pensionsreform von 1998 aber ist die Altersversorgung des öffentlichen Dienstes bekanntlich weniger großzügig bemessen, so dass, genau wie im Privatsektor, auch für die Beamten und Staatsangestellten eine private Zusatzpension durchaus angebracht sein kann.

In die Überlegungen über eine Zusatzpension fließen viele Elemente ein. Zuerst die Sorge jedes Einzelnen und jedes Haushaltes um eine sichere Altersversorgung, inmitten der Debatte über die langfristige Finanzierung des gesetzlichen Rentensystems angesichts der demographischen Entwicklung. Dann die Erkenntnis, dass das traditionelle Sparen derzeit sehr schlecht belohnt wird, weil die Zinssätze der Banken nicht einmal den kontinuierlichen Schwund der Kaufkraft des Geldes ausgleichen. Hinzu kommt, dass sich die Steuerlast auf den Gehältern, trotz gegenteiliger Beteuerungen der Politiker, ständig erhöht, so dass viele Bürger Ausschau halten nach Möglichkeiten, ihre Steuern zu senken.

Eine sinnvolle Antwort auf alle diese Überlegungen liefert der Abschluss einer Zusatzpension nach Artikel 111bis des Steuergesetzes.

Abgesehen von der späteren günstigen Besteuerung bei der Auszahlung der Pension – die entsprechenden Einkommen bleiben nämlich zur Hälfte



steuerfrei – liegt der konkrete Vorteil einer solchen Pension in der Möglichkeit, die geleisteten Beiträge bis zu einem bestimmten Betrag vom steuerbaren Einkommen in Abzug zu bringen und dadurch die geschuldeten Steuern abzusenken. Mit anderen Worten: Für die künftige Rente legt man Kapital zurück, das einem zum Teil vom Staat indirekt per Steuerabsenkung erstattet wird. Dadurch steigert sich die Rendite der Sparbeiträge natürlich deutlich.

Die genaue Höhe des eingesparten Steuerbetrags hängt dabei von der jeweiligen persönlichen Lage ab: Wer ohnehin keine Steuern oder nur wenig Steuern zahlt, dem ersparen die Pensionsprämien auch keine oder kaum Steuern. Aber eine finanzielle Absicherung unserer alten Tage ergibt natürlich prinzipiell auch Sinn ohne steuerliche Überlegungen, nur ist die Rendite dann nicht die gleiche.

Wie funktioniert die Zusatzpension?

Eine Zusatzpension schließt man mit einer Lebensversicherungs-Gesellschaft ab und kann daraufhin die monatlich (oder jährlich) gezahlten Prämien bis zu einer gewissen Höhe voll von der Einkommensteuer in Abzug bringen. In einem Haushalt können beide Ehe- (oder Pacs-) Partner eine solche Versicherung abschließen und die Steuervorteile nutzen, unabhängig davon, ob nur einer oder alle beide erwerbstätig sind.

Um in den Genuss der Vergünstigung zu gelangen, sind aber einige Bestimmungen zu beachten. Das Pensionsalter (bis zu dem man einzahlen will und ab dem ausgezahlt wird) legt der Versicherungsnehmer selbst fest, doch darf es nicht unter 60 und nicht über 75 Jahren liegen. Da die Einzahlungen sich über einen Zeitraum von wenigstens 10 Jahren erstrecken müssen, kann man ab 65 keinen Vertrag mehr abschließen. Genauso darf derjenige, der bei Vertragsabschluss über 50 Jahre ist, auch nur ein theoretisches Pensionsalter festlegen, das über 60 liegt.

Bis zu dem vertraglich vereinbarten Pensionsdatum, also etwa bis zu Ihrem 60. Lebensjahr, zahlen Sie monatlich oder jährlich, je nach Wunsch, den Beitrag ein, den Sie mit dem Versicherer abmachen. Sollten Ihre Lebensumstände Sie zu einem späteren Zeitpunkt dazu zwingen, den Umfang der Einzahlungen zu vermindern oder aber vorübergehend oder definitiv einzustellen, so ist dies ohne weiteres möglich. Ihre Zusatzpension wird nur eben später entsprechend knapper ausfallen. Aber die durch die vorangegangenen Einzahlungen erworbenen Rechte bleiben voll gewahrt, und das angelegte Geld bringt Ihnen auch weiterhin einen Ertrag.

Doch kann Ihnen – das ist Voraussetzung für die Steuervergünstigung

– nichts zurückgezahlt werden, bevor Sie nicht das vereinbarte Alter erreicht haben. Ihre regelmäßigen Einzahlungen legt die Versicherungsgesellschaft Ertrag bringend an, so dass die angesparten Mittel über Ihre Einzahlungen hinaus anwachsen können.

Bei Erreichen des Pensionsalters – und unabhängig davon, ob Sie tatsächlich zu diesem Zeitpunkt in Rente gehen, oder etwas früher oder später – werden Sie dann entscheiden, ob Sie sich einen Teil (und zwar maximal die Hälfte) des erworbenen Kapitals sofort auszahlen lassen. Der Rest (also mindestens die Hälfte des angehäuften Kapitals oder aber der ganze Betrag) wird in eine Leibrente umgewandelt, was so viel bedeutet, dass Ihnen ab diesem Zeitpunkt eine monatliche Rente ausbezahlt wird, und zwar bis zu Ihrem Lebensende, wann auch immer dieses eintreten wird.

Im Falle des Todes des Versicherungsnehmers vor dem Erfalls-tag seiner Pension, kommt es zur Auszahlung der bis dahin eingezahlten Prämien an den Partner, die Kinder oder an sonstige Erben. Eine Überlebensrente für den Ehepartner ist nicht vorgesehen, da ja für jeden Partner eine Zusatzpension abgeschlossen werden kann.

Für die Grenzgänger, also für die Kollegen, die im benachbarten Ausland wohnen, ist die steuerliche Begünstigung nicht in allen Fällen anwendbar: Die „nicht gebietsansässigen Steuerpflichtigen“ oder „contribuables non-résidents“ können den Vorteil nur nutzen, wenn sie gemäß Artikel 157ter des EStG behandelt werden.

Wie hoch kann man sich versichern?

Ihr Pensionsvertrag legt den Betrag fest, den Sie regelmäßig einzahlen. Wie hoch Ihre Rente später sein wird, hängt von diesem Betrag ab und von der Zeitdauer, während der Sie diesen Betrag einzahlen. Ihre Ersparnisse werden sicher angelegt und Ihnen wird jährlich ein Zinsertrag gutgeschrieben, der sich an den Vorgaben des Versicherungskommissariats orientiert und dem der Versicherer eine „Gewinnbeteiligung“ hinzufügt, insofern er dazu in der Lage sein wird.

Über den präzisen finanziellen Mehrwert, der Ihren Einzahlungen im Laufe der Jahre hinzugefügt wird, gibt es somit keine präzise Information langfristig im Voraus, da dies natürlich von den Zinserträgen der Zukunft abhängt.

Sie können beliebig viel für Ihre Zusatzpension aufwenden, doch sind die Aufwendungen steuerlich nur bis zu einem festgesetzten Höchstbetrag absetzbar. Dieser Plafond ist nach dem Alter des Versicherten gestaffelt. Unter 40 Jahren (Alter zu Beginn des jeweiligen Steuerjahres) können jährlich bis zu 1.500 Euro geltend gemacht werden, von 40 bis 44 Jahren 1.750 Euro, von

45 bis 49 Jahren 2.100 Euro, von 50 bis 54 Jahren 2.600 Euro und ab 55 Jahren 3.200 Euro. Paare können zwei Verträge abschließen, jeder Partner bis zum Maximum seiner Altersklasse.

Wieviele Steuern kann man dabei sparen?

Innerhalb dieses beschriebenen Maximums ist der jährliche Aufwand voll abzugsfähig, so dass das zu versteuernde Einkommen sich um diesen Betrag verringert. Die dadurch erzielte Steuereinsparung hängt vom jeweiligen marginalen Steuersatz ab, der nicht mit der durchschnittlichen Steuerbelastung zu verwechseln ist.

Eine jährliche Einzahlung von 1.500 Euro bewirkt eine Ersparnis von 600 Euro (oder 40% der Prämie) ab einem besteuerten Jahreseinkommen (nach Abzug der Sozialabgaben und aller sonstigen Abzüge) von 40.000 Euro für Einzelbesteuerte und von 80.000€ für zusammen veranlagte Paare. 450 Euro oder 30% sind erreicht ab 30.000 Euro bzw. 60.000 Euro, und 300 Euro oder 20% ab 20.000 und 40.000 Euro. Maximal erreicht ein Ehepaar über 55 Jahre mit zwei Prämien von 3.200 Euro gegebenenfalls eine Steuerreduzierung von über 2.700 Euro im Jahr.

Wen die hier angeführten Einzelheiten verwirren, der sollte sich vor einer Entscheidung beraten lassen. Dabei muss ein jeder schon selbst beurteilen, wie viel von seinem regelmäßigen Einkommen er konsumieren will und wie viel er zurücklegt. Wer jedoch beabsichtigt, regelmäßig für seine alten Tage zu sparen, der sollte wissen, dass die Zusatzpension eine sehr sinnvolle Form des Sparens darstellt, die unbedingt in Erwägung zu ziehen ist.

Für ihre Zusatzpension können die CGFP-Mitglieder sich vertrauensvoll an unsere Versicherungsagentur „CGFP Assurances“ wenden. (Anschrift siehe untenstehend oder unter www.cgfp-assurances.lu) Die von der CGFP empfohlene Zusatzpension von „Baloise-Vie“ ist günstig im Tarif und flexibel in ihrer Ausgestaltung. Sie lässt die Wahl zwischen monatlichen oder jährlichen Einzahlungen, eine spätere Abänderung der regelmäßigen Beiträge und die freie Bestimmung des angestrebten Pensionsalters.

Paul Zimmer



CGFP Assurances

16, rue Erasme
L-1468 Luxembourg
Tél. 27 04 28 01
info@cgfp-assurances.lu



Des racines profondes, des branches solides

Fondé il y a plus de soixante ans au Luxembourg, le groupe KBL *epb* puise ses racines à travers l'Europe et vous offre de prendre appui sur des branches solides.



EUROPEAN
PRIVATE BANKERS

AMSTERDAM | BRUXELLES | GENÈVE | LONDRES | LUXEMBOURG | MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS

WWW.KBL.LU



**pour une fonction publique
indépendante, unie et solidaire**

Accessibilité pour tous



ThyssenKrupp

Tel.: 40.08.96

THYSSENKRUPP ASCENSEURS S.à r.l.
E-mail: luxembourg@thyssenkrupp.com

Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

A[®]WIETOR

VIANDES EN GROS

www.wietor.lu

19A, rue de Haller

L-6312 Beaufort

Tél : 83 64 85-1

Fax : 86 90 87

e-mail : wietor@internet.lu



Cours de formation et d'appui scolaires



Cours d'appui, de rattrapage, de révision et de méthodologie pour les élèves
de l'enseignement secondaire et secondaire technique luxembourgeois

Inscription et informations (**Attention: nouvelles heures d'ouverture!**)

(mardi: de 9h30 à 11h30 et de 14h30 à 16h30)

(mercredi et vendredi: de 9h30 à 11h30)

(jeudi: de 14h30 à 16h30)

Tél.: 26 77 77 77 afas@cgfp.lu
http://www.cgfp.lu/cgfp_services

AFAS **CGFP** 
Association de Formation
et d'Appui scolaires a.s.b.l.



**Stehen Sie nicht
im Abseits –
Werden Sie noch
heute Mitglied der**



Die CGFP bietet:

- ✓ **Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte**
- ✓ **Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“**
- ✓ **Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen**
- ✓ **Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten**

sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:

- ✓ CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)
- ✓ CGFP-Versicherungen (alle Sparten)
- ✓ Krankenzusatzversicherung
- ✓ CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)
- ✓ Zusatzpensionsversicherung
- ✓ Service CGFP de Placement (Geldanlage)
- ✓ CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)
- ✓ Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk
- ✓ CGFP-Reiseagentur Lux Voyages
- ✓ Kindertagesstätten „Kaweechelchen“ und „Am Butzenascht“
- ✓ CGFP-Nachhilfevermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“

Und so einfach geht's:

Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:

CGFP

Boîte postale 210
L-2012 Luxembourg

**CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE**
Boîte postale 210
L-2012 LUXEMBOURG

.....
CGFP

Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom:

Domicile: Code postal no

Rue: no

Administration/Service:

Fonction: Date de naissance:

CCP ou
compte bancaire no: IBAN LU

....., le

.....
(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00 € (retraités/veuves: 35,00 €), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.

 iMac

avec écran Retina 5K



Votre spécialiste Apple au Luxembourg

Luxembourg-Ville | Esch-sur-Alzette | City Concorde | Galerie Auchan
T +352 44 68 44-1 | mail@lineheart.lu | www.lineheart.lu

LINEHEART
CITY



TM and © 2014 Apple Inc. All rights reserved.



Charlotte,
future
présidente d'association



Louis,
futur
artisan boulanger

Vos projets
ont de l'avenir

BGL BNP PARIBAS
S'ENGAGE POUR CONCRÉTISER VOS PROJETS
AU LUXEMBOURG

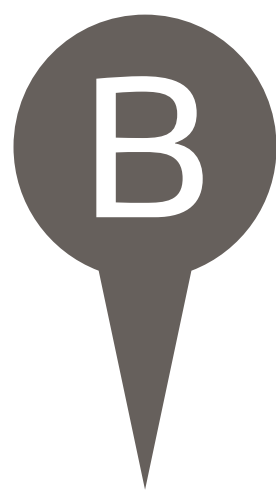
Répondons à vos besoins dans l'une de nos agences,
par téléphone au 42 42-2000 ou sur bgl.lu



**BGL
BNP PARIBAS** | La banque d'un monde qui change

bgl.lu

BGL BNP PARIBAS S.A. (50, avenue JF Kennedy, L-2951 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg : B6481) Communication Marketing Juillet 2014



**WÉI BESCHT
BERODUNG**

Mir hëllefen Iech
bei der Vente vun Ärem
Appartement, Haus
oder Terrain.

Gratis Estimatioun.



IMMOVILIER
BINGEN & ASSOCIÉS

www.b-immobilier.lu

LUXEMBOURG	44 rue de Vianden	L-2680 Luxembourg	T 26 44 13 88
DIEKIRCH	7 rue du Marché	L-9260 Diekirch	T 26 81 13 99

Vous avez changé d'adresse?



Alors n'oubliez pas de nous le faire savoir en renvoyant le talon-réponse ci-dessous à la
CGFP / 488, route de Longwy / L-1940 Luxembourg
ou en utilisant le formulaire électronique sous: www.cgfp.lu/Changement-adresse.html

Ancienne adresse

Nom:

Prénom:

No et rue:

Code postal:

Localité:

Nouvelle adresse

.....

.....

.....

.....

.....

email:

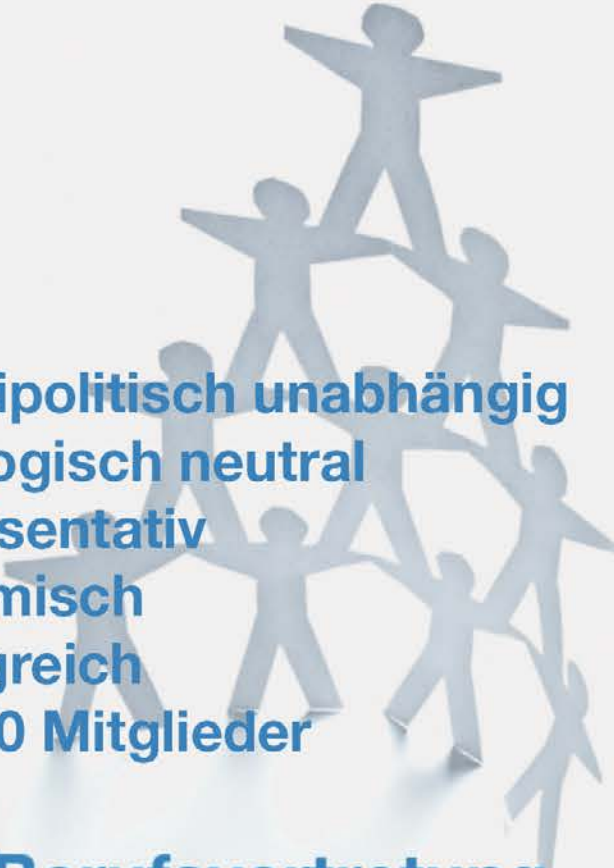
CGFP



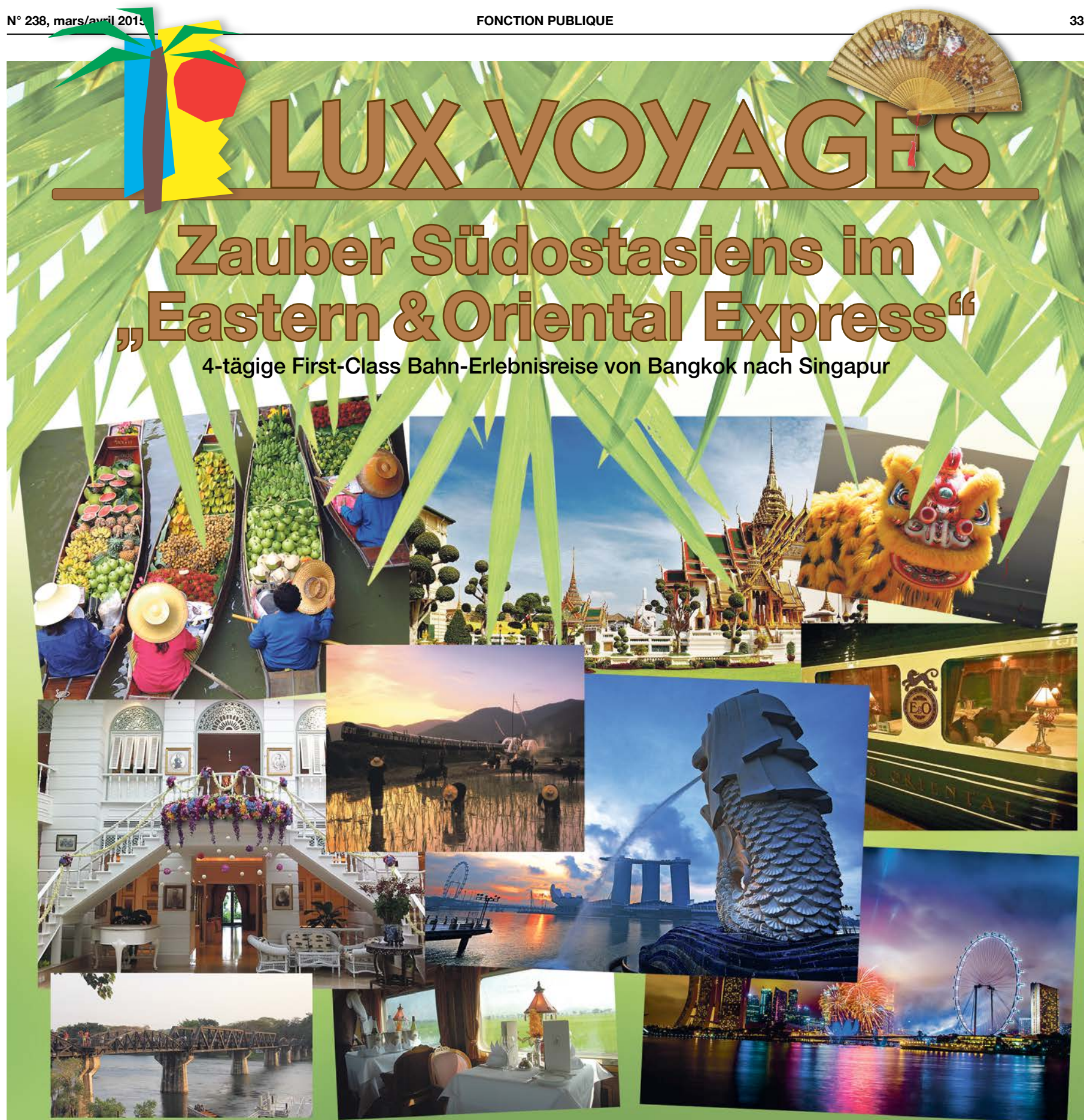
CGFP



- eine Erfolgsgeschichte

- 
- parteipolitisch unabhängig
 - ideologisch neutral
 - repräsentativ
 - dynamisch
 - erfolgreich
 - 28 000 Mitglieder

Ihre Berufsvertretung



Der „*Eastern & Oriental Express*“ ist ein Zug der Extraklasse, bekannt als der eleganteste Zug Südostasiens, der Flair und Ambiente vergangener Tage mit modernem Luxus und höchstem Reisekomfort verbindet. Er bietet damit die wohl stilvollste Art des Reisens in Südostasien und ermöglicht die einzige durchgehende Bahnreise zwischen Thailand, Malaysia und Singapur. Für die gut zweitausend Kilometer lange Fahrt benötigt der legendäre „E & O“ vier Tage. Die edlen Wagons sind gänzlich im kolonialen Stil gestaltet. Der Schlafwagen verfügt über 66 Zweibettabteile; zudem hat der Zug zwei Restaurant-, einen Piano-Bar-, einen Salon- sowie einen offenen Aussichtswagen. Angeboten werden drei Kabinenklassen: Pullman Superior, State Cabin und Presidential Suite. Alle Kabinen sind voll klimatisiert und verfügen über Dusche, Waschbecken, WC, Stromanschlüsse und einen Safe. Rund um die Uhr steht Ihnen ein zuvorkommender Service zur Verfügung.

In idealer Kombination entdecken Sie mit ausgewählten Programmpunkten die großartigen Tempel und Paläste Bangkoks (u.a. den Tempel des „*Smaragd-Buddha*“), die alte Königsstadt Siams Ayutthaya mit glorreicher Vergangenheit und schlussendlich, zu Wasser und zu Land, die moderne Architektur Singapurs mit ihrer kolonialen Vergangenheit. So werden zwei Städte in Südostasien, die unterschiedlicher nicht sein könnten, ideal durch die Fahrt mit dem „*Eastern & Oriental Express*“ verbunden.

Reisepreis: ab 2.030€ / Person im Pullman-Abteil, inklusive

- 3 Übernachtungen in der gebuchten Kategorie
- Mahlzeiten inkl. Tee, Wasser und Kaffee
Das „E & O“-Plus: Frühstück und Mittagstee werden in Ihrem Abteil serviert; Mittag- und Abendessen in den beiden prachtvollen Restaurantwagen
- Ausflüge laut Programm
- Umfangreiches Unterhaltungsprogramm
- Reiseunterlagen mit landeskundlichen Informationen

Reisezeit: April-September

Gerne sind wir Ihnen bei den Flugreservierungen sowie bei Vor- und/oder Nachaufenthalt behilflich. Wenden Sie sich einfach an Lux Voyages, Ihre CGFP-Reiseagentur.

LUX VOYAGES s.à r.l.
25-A, boulevard Royal
L-2449 Luxembourg
Tel.: 47 00 47 • Fax: 24 15 24
luxvoyages@cgfp.lu



Matratzen

Der Mensch verbringt ein Drittel seines Lebens im Bett.
Wann haben Sie zuletzt Ihre Matratze gewechselt?
Unsere sind aus Naturlatex mit Zertifikat und mit Bezügen aus
kbA (kontrolliert biologischem Anbau). Informieren Sie sich bei uns.

Ihr Spezialist für: Dämmstoffe | Matratzen | Naturfarben
Bodenbeläge - Parkett - Linoleum | Betten und Stühle



www.biobau.lu

13, rue Gabriel Lippmann

L-5365 Munsbach

Tel.: 26 15 17 580

TERRASSENÜBERDACHUNGEN VON KIELGAST



Lamellendächer,
Glasschiebedächer,
Wintergärten uvm.

Kostenlose Fachberatung vor Ort:
Bettina Kober,
kober@vario-kielgast.de
+49 163 / 66 88 229



Vario Überdachungstechnik Kielgast GmbH & Co. KG
Auf'm Brinke 14 · 59872 Meschede
Telefon: +49 291/7422 · www.vario-kielgast.lu



snaidero

CUCINE PER LA VITA

KITCHEN STORE | ROUTE D'ARLON, 204
L-8010 STRASSEN | Tél. +352 26 11 98 50
www.kitchenstoreluxembourg.com

Den italieneschen Design wäert lech
ëmmer op e Neits iwwerraschen...



a fir d'Amateure vum „Cottage“-Style...



Sparen mit Spielraum

Die flexible Art, für Kinder vorzusorgen

Kinder haben Ansprüche. Und auch diese wachsen. Damit Sie die kleinen und großen Wünsche finanzieren können, sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparkpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.

 BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu



Votez **CGFP** LISTE 3

pour une fonction publique indépendante, unie et solidaire

